RESOLUTIONS DU III E CONGRES DU PCMLF (des P. 13 à 20)

No 25 du 16 février au 2 mars 1978

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL 3 F

Supplément à l'Humanité rouge No 828

Quadrillage policier



UNE MISE EN CONDITION

Afrique

La nouvelle agression soviéto-cubaine

(P. 21)



Les lecteurs ont la parole

Chers camarades,

Aujourd'hui où se termine la campagne de souscription à notre journal, je viens de prendre la décision de vous verser un chèque chaque mois.

Je vous joins donc un chèque de 150 F.

Ceci dit, je vais parler maintenant de moi, de ceux qui m'entourent, qui luttent...

Quand je suis sorti de 3e, on m'a dit « tu vas apprendre la comptabilité ». Bien entendu, je n'avais pas choisi, mais c'était ça ou rien. Donc, je me retrouve à 16 ans, en septembre 1975, au CET.

Au début, je ne suis pas politisé, mais comme je suis jeune, que je suis pauvre, que je veux que la société change, que je veux enfin VIVRE, je rejoins la Jeunesse communiste au mois d'avril 1976, seule organisation de jeunesse dans le bahut.

Par mes activités militantes, je suis élu au bureau de cercle en octobre 1977, mais à partir de là, ça va se gâter. En effet la JC prépare son Congrès, et je lutte pour exprimer ma position.

- Contre le Programme commun : parce qu'une alliance avec les socialistes dans un gouvernement cela revient forcément à gérer les affaires du capitalisme, parce que les Mitterand, les Fabre, ou les Chirac, c'est la même politique.

- Contre la voie au socialisme à la française : en effet, on n'a jamais vu, et on ne verra jamais la bourgeoisie dire au peuple « Vous voulez le pouvoir, on vous le donne. » Non, il faut être sérieux, les capitalistes ne laisseront jamais le pouvoir à la classe ouvrière sans rien faire.

- Contre les centrales nucléaires : bien sûr il nous faut garder la bombe atomique pour notre puissance (tous les pays l'ont).

Par ces propos et comme les élections municipales approchent, je serai exclu du bureau. On me dit que je suis un anti-communiste.

Non, je ne suis pas anticommuniste, je suis contre le 22e congrès.

Cette année, je n'ai pas repris ma carte à la JC, personne ne me l'a proposée d'ailleurs.

Au mois de mars 1977, je me suis intéressé à vous, à vos idées. Je lis l' « Humanité rouge » tous les jours et je me suis mis à étudier Marx, Lénine...

Voilà où j'en suis. Je vous poserai deux questions :

- Vous parlez de révolution mais comment et dans quelles conditions verra-t-elle le jour en France ?

- Quelle a été l'évolution du PCMLF, à travers son histoire depuis sa naissance ?

Amicalement

Nous ne pouvons ici, en quelques lignes, répondre aux deux importantes questions que pose ce camarade. Nous espérons toutefois que notre journal, dans l'ensemble de ses articles (et surtout les résolutions du 3e congrès du PCMLF) apporteront beaucoup d'éléments de réponse.

La révolution que nous préparons chaque jour dans nos luttes quotidiennes, nous la préparons avec toi, camarade, avec tous ceux, jeunes ou vieux, qui refusent les mensonges de Marchais et Cie, qui, de plus en plus nombreux aujourd'hui disent : ni droite, ni gauche.

(Suite page 31)

6 films chinois à Paris

STUDIO SAINT-SEVERIN – 12, rue Saint-Séverin (6e) Métro Saint-Michel

Samedi et mardi : les fleurs rouges de Tienchan

Dimanche : Le torrent de la révolution

Vendredi et lundi : Le détachement féminin rouge

Contrairement à ce qui a été annoncé plusieurs fois par erreur, notre adresse est : L'Humanité rouge BP 61 75861 Paris Cedex 18 et le numéro de notre CCP est 30226 72 D

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro



Corne de l'Afrique : les Soviétiques mettent le paquet (page 21)



Mineurs américains : contre vents et marées (pages 22-23)



PTT : un vacataire licencié, tous les postiers concernés (pages 24-25)

L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cedex 18
CCP – 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 1er trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef*, Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau Pierre Marceau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes :* Claude Liria et Nicole Margerie. *Illustration :* Jean-Luc Boyer. *Administration : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz.* Imprimerie La Nouvelle. *Directrice de publication : Suzanne Marty.*

CAMPAGNE COMMUNE DES MARXISTES-LENINISTES

Développer le courant anticapitaliste et antirévisionniste

Depuis le 10 janvier, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR ml) ont entamé une campagne politique commune. L'ensemble des militants et sympathisants des deux partis ont décidé d'unir leurs forces pour combattre à la fois les partis bourgeois de droite et de gauche et avancer de réelles perspectives aux travailleurs.

Au-delà des législatives, qui ne sont qu'une étape dans la bataille politique, c'est l'unité de la classe ouvrière, indépendante des partis bourgeois, qui est visée ; l'unité de classe autour de son parti : le parti marxiste-léniniste unique. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'est intervenu le secrétaire de la Fédération de Paris du PCR ml, au meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, à Paris, le 27 janvier. Il a conclu ainsi son intervention : *« En toute hypothèse, quelle que soit l'issue de l'affrontement électoral entre partis bourgeois, il nous faut, d'ores et déjà, regrouper en un large front tous ceux qui refusent les projets bourgeois de droite et de gauche, tous ceux qui ont pour perspective le socialisme libérateur et qui savent qu'ils ne doivent compter que sur leurs propres forces prolétariennes pour en hâter l'avènement. C'est dans cette bataille exaltante qu'à la fois, les marxistes-léninistes trouveront définitivement le chemin de leur unité et qu'à la fois, se rassembleront les forces les plus saines de notre prolétariat révolutionnaire et de notre peuple.*

» Vive l'unité des marxistes-léninistes !

» Forgeons le parti marxiste-léniniste unique, seul capable de mener la classe ouvrière à la révolution et à la consolidation du socialisme !

» Construisons dès aujourd'hui l'unité des ouvriers et des paysans pour la dictature du prolétariat, pour la démocratie prolétarienne, le front qui nous permettra de vaincre !

D'ailleurs, pour concrétiser cela dans la pratique, un meeting national commun des deux partis est prévu dans la grande salle de la Mutualité, le mardi 14 mars (c'est-à-dire entre les deux tours).

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Depuis le 3 février, une fois par semaine, dans l'édition datée du samedi, l'« Humanité rouge » et le « Quotidien du peuple » publient quatre pages communes de l'*Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne*. L'UOPDP a été créée à l'initiative du PCR ml et du PCMLF.

Des comités locaux qui popularisent l'appel du Comité d'initiative national de l'UOPDP et soutiennent ses candidats, ont commencé à se mettre en place.

A Rennes, le comité, mis en place le 27 janvier, a regroupé une centaine de personnes. Le 29, il a tenu une conférence de presse. Des commissions ont été mises en place : propagande, technique, juridique et presse ; ainsi que des équipes de propagande.

A Nantes, ce sont 90 personnes qui se sont regroupées lors de la première réunion.

A Grenoble et à Mortagne (dans l'Orne), ils ont tenu une conférence de presse.

Les bases de regroupement dans ces comités n'excluent nullement les travailleurs qui conservent certaines illusions, par exemple sur la prétendue gauche, c'est-à-dire qui ne sont pas prêts à adhérer à un parti marxiste-léniniste, mais sont, par contre, d'accord avec un certain nombre de points de la plate-forme. Ce sont notamment (comme à Bordeaux) des syndicalistes qui, dans leurs luttes contre l'exploitation capitaliste, ont fait l'expérience que ni le PCF, ni le PS, ni les dirigeants CGT ou CFDT ne défendent leurs intérêts de classe, mais qu'au contraire, ils sabotent les luttes.

Par exemple, s'ils ne comprennent pas bien la question de la dictature du prolétariat ou ont certains désaccords, les rejeter de l'UOPDP sous ce prétexte, ce serait du sectarisme, c'est les empêcher de progresser et risquer de les rejeter dans les bras des révisionnistes ou des trotskistes.

Or, à l'heure actuelle, on ne peut que se féliciter du développement du courant qui rejette les partis traditionnels de droite et de gauche (qui sont de plus en plus discrédités), notamment lorsque certains groupes prennent position pour ne pas se désister au second tour en faveur de ces partis. C'est le cas des écologistes et de certains groupes-femmes.

Pour être toujours plus efficaces dans les luttes anticapitalistes et antirévisionnistes, développons le courant déjà existant tout en organisant dans l'UOPDP les travailleurs des villes et des campagnes qui, sincèrement, veulent en finir avec le système capitaliste.

S.L.

MEETINGS REGIONAUX DE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

LE 26 FEVRIER

PARIS : de 14 h à 18 h, salle A de la Mutualité (Rue Saint-Victor)

RENNES : de 14 h à 18 h Pavillon des Lices

LILLE : à 20 h, Salle du Conservatoire, place du Concert

LE 3 MARS

MARSEILLE : 20 h 30, salle Saint-Georges, 97 avenue de la Corse (7e)

LE 4 MARS

LYON : 15 h Palais des Congrès.

Marchandages PC-PS

LE VRAI BUT DE MARCHAIS

Depuis quelque temps, la question essentielle pour Marchais et les dirigeants du PCF, c'est d'avoir le maximum de ministres dans le prochain gouvernement en cas de victoire de la gauche aux élections. Voilà qui remet à sa juste place la polémique engagée à l'égard du PS au lendemain des élections municipales.

Si l'Union de la gauche avait alors permis au PCF d'entrer dans un certain nombre de conseils municipaux et de progresser ainsi dans son noyautage de l'appareil d'État, elle avait surtout offert la possiblité à la social-démocratie, hier discréditée, de se regonfler comme un ballon de baudruche.

Alors qu'en 1969 encore, le candidat PCF aux présidentielles devançait de 2 861 370 voix, soit 12,66 %, les candidats qui se réclament aujourd'hui du PS, le rapport de force électoral s'est ensuite inversé et le PS pouvait se vanter d'être devenu le premier parti électoral de France.

A ce moment déjà, les dirigeants du PCF se sont inquiétés de la répartition des portefeuilles de ministres en cas de victoire de la gauche aux législatives. Le PS, fort de son poids électoral, leur a alors refusé à l'avance de leur accorder le tiers des portefeuilles, comme ils le demandaient.

Dès lors, il s'est agi, pour le PCF, de tenter de modifier le rapport de force électoral tout en cherchant à utiliser l'influence dont il dispose encore parmi les travailleurs et dans les syndicats pour progresser plus rapidement dans la pénétration de l'État capitaliste.

C'est cette opération qu'a servie, en vérité, la campagne sur la réactualisation du Programmme commun, pendant laquelle le PCF a prétendu défendre, à l'encontre du PS, les intérêts des travailleurs.

Mais que s'est-il passé lorsqu'il est devenu évident que Mitterrand ne céderait pas aux exigences de Marchais ? Celui-ci s'est rabattu sur la course aux fauteuils et aux portefeuilles ministériels reléguant au second plan la question de la réactualisation du Programme commun dont il faisait si grand cas. Le même Marchais qui prétendait possible qu'un gouvernement de gauche ne gère pas le capitalisme, à la seule condition qu'il y ait un seuil minimum de nationalisations, consacre maintenant le plus clair de ses déclarations à claironner : *« Il faut des ministres communistes »* et se dit prêt à bâcler un programme avec le PS entre les deux tours. Voilà qui est propre à dessiller les yeux de bon nombre de travailleurs.

Le PCF n'a-t-il pas déjà dans le passé, après la Deuxième Guerre mondiale, propagé l'illusion qu'il était possible d'obtenir un changement réel par un gouvernement à participation communiste. Et cette attitude, à l'époque gravement opportuniste, n'a-t-elle pas permis aux monopoles de reconstruire l'économie capitaliste tandis que les travailleurs se retrouvaient gros Jean comme devant.

La course aux portefeuilles, dont Marchais donne le spectacle, n'est-elle pas caractéristique de l'attitude des partis bourgeois ? Marchais n'a-t-il pas, en offrant ainsi ses services, déclaré que le PCF s'engagerait à respecter la constitution bourgeoise de la Ve République, celle-là même contre laquelle ce parti avait appelé à voter, en 1958, en la qualifiant de « prison du peuple », son du peuple ».

Marchais n'a-t-il pas accepté de participer à un gouvernement dirigé par Giscard, le président des monopoles, et ce dernier n'a-t-il pas, de son côté, accepté de présider, en cas de victoire de la gauche, un gouvernement qui appliquerait le Programme commun, ce programme que le PCF prétendait inconciliable avec les intérêts des monopoles ?

Nous demandons aux militants et aux sympathisants du PCF, que nous ne confondons nullement avec les dirigeants qui les ont entraînés dans une impasse électoraliste, de réfléchir sincèrement sur la base de ces faits aux conclusions qu'en tirent les marxistes-léninistes. La course aux ministères, l'opportunisme étalé au grand jour, n'est pas le fait de quelque erreur, mais l'aboutissement de l'abandon déjà ancien de la voie révolutionnaire et du choix fait en 1972 de s'allier avec les socialistes, réformistes de toujours, pour conquérir, par les élections, le pouvoir bourgeois.

Marchais et les autres dirigeants du PCF cherchent maintenant à mettre en place leur propre projet de capitalisme bureaucratique d'État et l'impatience dont ils font preuve dans leurs marchandages avec le PS pour des fauteuils ministériels, démontre assez leur avidité de pouvoir.

Les travailleurs ne peuvent que s'en inquiéter car, une fois au gouvernement, Marchais et Cie se serviraient alors de ce point d'appui supplémentaire dans l'appareil d'État pour augmenter leur pouvoir, renforcer l'encadrement de la classe ouvrière, accroître leurs pressions sur les syndicats dans le but de les transformer en syndicats à la polonaise à leurs ordres.

Rappelons encore à ceux qui en douteraient, qu'au Portugal, leurs homologues, sitôt arrivés au pouvoir, en 1976, se sont empressés d'interdire le droit de grève.

Voilà le piège dans lequel les dirigeants du PCF voudraient faire tomber, en montant sur leur dos, les travailleurs qui vomissent la droite, se défient du PS, mais seraient tentés de considérer le PCF comme un moindre mal. Nous les appelons à rejeter leurs illusions et à rejoindre l'*Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne* pour combattre aussi résolument les partis de gauche que ceux de droite.

Jean NESTOR

LES LEGISLATIVES DE 78 ET NOUS

AUJOURD'HUI : SAINT-ETIENNE

Une ville ouvrière au cœur d'une région ouvrière



Par Yves LEPIC

La ville elle-même compte 220 000 habitants. Avec les banlieues ouvrières de Saint-Chamond, La Ricamarie, Firminy, Rive de Gier, Le Chambon-Feugerolles, Unieux, on atteint le double.

Un grand passé de lutte

Son passé de lutte, Saint-Etienne le doit aux mineurs. Au coeur même de Saint-Etienne, près du centre-ville, dans le quartier du Clapier trônent encore un vieux puits de mine et au-dessus, un peu sur une hauteur, deux énormes crassiers. En 1869, à La Ricamarie, éclatait une grande grève des mineurs réprimée par l'armée. La dernière de ces luttes héroïques se déroula en 1963 et dura trois mois. Aujourd'hui, il reste un seul puits de mine à La Ricamarie.. Il fermera bientôt.

Les grèves les plus récentes sont celles de Peugeot en 1973 qui dura 47 jours, Ixeco en février-mars 1977, Mail en décembre 1976-janvier 1977...

Les forces politiques

La majorité : tous les députés de la Loire sont favorables à la majorité. Sur les deux circonscriptions de Saint-Etienne, il y a Durafour dans la 1ère et Neuwirth dans la 2ème. Durafour est au Parti radical, Neurwith, au RPR de Chirac.

L'extrême-droite : outre le « *cercle des Algériannistes pour le retour de la terre algérienne dans la patrie française* », il existe l'« *Union des Français de bon sens* » de Furnon qui présente des candidats. Il y a aussi le Parti des Forces Nouvelles et le Front National.

Le Parti socialiste : en 1974, il n'existait pas. Puis le Parti socialiste unifié rallia le Parti socialiste, plus spécialement le Centre d'études, de recherche et d'éducation socialiste. Le CERES est archi-majoritaire sur Saint-Etienne, c'est lui qui tient l'Union locale CFDT. Aujourd'hui, il dirige les villes de Roanne et Saint-Chamond.

Le Parti communiste français : il a à Saint-Etienne une vieille implantation. Cela il le tient de son passé, notamment au cours de la Résistance. Aujourd'hui il dirige plusieurs municipalités sur le département dont Saint-Etienne, Rive-de-Gier, La Ricamarie, Firminy...............

. Ses candidats sur les deux circonscriptions de Saint-Etienne sont Bruyère, ex-ouvrier à Manufrance, aujourd'hui permanent sur la 1ère circonscription, et Thomas, « dynamique président de l'université de Saint-Etienne », comme il est dit dans « Le Point du Jour », quotidien régional du PCF, sur la 2ème.

« Dynamique », il l'est en effet, puisque, à son arrivée à la tête de l'université de Saint-Etienne, , il a supprimé toutes les subventions aux organisations universitaires existantes. Aujourd'hui, c'est l'« Université nouvelle » (dirigée par le PCF) qui profite de ces crédits indirectement. Indirectement parce que c'est une « coquille » qui a fait apparaître cette réalité. La secrétaire a tapé ce qu'elle n'aurait pas dû, et c'est sorti sur un texte officiel.

En cela, il ne fait que suivre l'exemple de Sanguedolce, le maire, qui a décidé d'augmenter les impôts locaux de 13 % pour 1978, et prévoit de les augmenter de 11 % pour 1977 « pour éponger les dettes de Durafour ».



Peugeot, 12 avril 1973. Suite à l'intervention d'un commando CFT, 20 000 ouvriers se retrouvent aux portes des usines. Un double cordon de CRS et de responsables CGT les empêchent de réoccuper les usines.



Deux terrils, symboles du passé minier de Saint-Etienne (quartier du Clapier).

Les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

A Saint-Etienne, les candidats de l'UOPDP seront présents sur la 1ère circonscription.

Titulaire : Jacques Faubert, militant révolutionnaire depuis 1968, a vécu une partie de sa jeunesse à Roanne et Saint-Etienne. Il a été étudiant à l'université de Saint-Etienne. Puis il orienta ses activités militantes en direction des cheminots. Il est aujourd,hui rédacteur au « Quotidien du Peuple ».

Suppléante : Michelle Rocher, infirmière à l'hopital Bellevue de Saint-Etienne. Elle y est depuis trois ans, avant, elle y avait fait ses études. C''est une militante syndicale active liée à ses camarades de travail. Mais c'est aussi une militante révolutionnaire qui ne manque pas de dénoncer et de combattre la bourgeoisie, contribuant ainsi à l'éducation des masses. Elle se heurte aussi dans son travail aux dirigeants du PCF. Son chef de service, membre du PCF, lui a fait un rapport scandaleux, qui a empêché sa titularisation.

La gestion Durafour

De 1971 à 1976, les sommes de l'impôt local ont augmenté de 21 % en moyenne par an. Elles sont passées de 5 milliards 404 millions de centimes à 14 milliards 656 millions de centimes.

La dette de la ville atteignait 76 milliards de centimes en 1975. Elle a plus que doublé par rapport à 1971. Les intérêts payés sur ces dettes représentent 18 % des dépenses de fonctionnement de la ville.

Durafour a mené une politique de prestige. Il a fait construire un magnifique Hôtel de Ville qui a coûté les yeux de la tête, une super maison de la culture fréquentée par une poignée d'esthètes et qui coûte un à deux millions de centimes d'entretien par jour.

Il a fait bâtir le « Centre-Deux » série d'immeubles luxueux. Pour cela, il a fait raser un quartier populaire, et a entamé la destruction de l'îlot Tarentaize (quartier immigré) afin d'étendre le centre ville nouvelle manière. Les immigrés sont parqués dans des quartiers périphériques (Montreynaud, par exemple).

Communiqué des cellules du PCMLF à propos des élections

(...) Elles appellent leurs sympathisants, tous les travailleurs, en particulier les militants du PCF qui se posent des questions sur l'impasse dans laquelle les ont conduits les dirigeants de leur parti, à venir s'informer et discuter auprès des membres de l'Union ouvrière et paysanne, à se rassembler sur la base de sa plate-forme, et participer ainsi à l'édification de cette force qui s'oppose aux partis de droite comme de gauche, en vue de préparer la révolution prolétarienne.

Les cellules du PCMLF se réjouissent qu'un accord soit intervenu entre le PCR ml et le PCMLF à l'occasion des élections. Elles considerent qu'il s'agit là d'un pas important dans l'édification du parti marxiste-léniniste unique, arme indispensable que la classe ouvrière doit se donner. Elles appelleront concrètement les travailleurs à participer à l'édification de ce parti, qui, seul, peut mener la classe ouvrière à la victoire.

Saint-Etienne, le 30-1-78

Les cellules du PCMLF

Une interview du Syndicat de la Magistrature

Giscard veut assimiler délinquance et opposition politique

Le Syndicat de la magistrature nous a accordé une interview dont nous publions ci-dessous de larges extraits. Le point de vue de cette organisation nous paraît en effet particulièrement intéressant au moment où le pouvoir mène une campagne destinée à accroître la répression et n'hésite pas à porter atteinte à certaines libertés : nous remercions le Syndicat de la Magistrature de nous avoir accordé cette entrevue. (Les intertitres sont de la rédaction).

On peut constater ces derniers mois un durcissement des mesures répressives. Citons comme exemple l'affaire Klaus Croissant, l'attitude du gouvernement en matière de fouille des véhicules, le projet sur l'espace judiciaire européen, la répression qui frappe certains membres de la fonction publique et pour nous par exemple Monique Guémann. Ce durcissement n'arrive pas maintenant par hasard, la politique dont il découle est beaucoup plus ancienne. On peut la faire remonter à l'arrivée de M. Giscard au pouvoir, c'est-à-dire au moment où l'on a commencé à entendre le ministre de l'Intérieur, mais aussi le président de la République parler avec insistance de la sécurité des Français qui serait menacée et particulièrement par la délinquance de droit commun.

Pourquoi cette soudaine sollicitude à l'égard de la sécurité des Français ?

La première explication est que, compte tenu d'un état de crise, il n'était pas mauvais de dériver les motifs d'insatisfaction qui étaient nombreux et graves vers un ennemi que personne ne défend : les délinquants de droit commun. C'est un peu la mise en pratique de la technique du bouc-émissaire. Mais il y avait plusieurs autres raisons pour effectuer ce type d'opération : il y avait d'abord, et on l'a vu plus tard lorsque cela s'est réalisé, le moyen de promouvoir un certain nombre de projets de lois qui sont assez dangereux pour les libertés au sens classique du terme et qui étaient tout à fait utilisables dans le cas d'une crise politique. Il y a aussi l'idée qu'on voit de plus en plus apparaître, de l'amalgame entre la délinquance de droit commun et la contestation politique.

Il y a en même temps, des agressions de plus en plus sévères à l'égard des gens qui, dans la fonction publique par exemple, manifestent une opinion plus ou moins dissidente ou contestaire.

Amalgame et dramatisation

Pour l'affaire Croissant, on a vu l'amalgame entre la délinquance et l'opposition politique. Par exemple, on a pu voir dans les journaux, que les ravisseurs de Schleyer étaient probablement hébergés chez des écologistes. Pourquoi les écologistes ? Sans doute parce qu'ils constituent une forme d'opposition qui doit préoccuper le pouvoir. Autre exemple dans certains journaux, on a vu notre organisation assimilée à des terroristes. On a vu un article à la première page de « France-Soir » qui disait : *« Nouvel attentat cette nuit à Paris, mais cette fois anti-terroriste, le siège du Syndicat de la Magistrature a été le siège d'une explosion ».* Ce sont des choses comme celles-ci qui font progresser dans l'esprit des gens qu'il y a des dangers, que tout de qui s'oppose au pouvoir porte atteinte à la sécurité des Français.

Au sujet de l'enlèvement du baron Empain, avant même de savoir quelle était la nature de cet enlèvement, il était suggéré qu'elle pouvait être de nature politique et l'amalgame était immédiatement fait avec ce qu'a fait Maupetit pour faire passer l'idée qu'il y a un ennemi commun : la délinquance.

Les garanties du droit doivent céder

Une autre idée qu'on voit se réaliser actuellement, c'est de faire progresser dans l'opinion publique l'idée que devant certains faits les garanties du droit doivent céder. Il y aurait des faits tellement graves, tellement inquiétants, qui compromettent tellement la société actuelle, qu'il faut absolument passer outre le droit si l'on veut y remédier.

C'étaient donc là les grandes idées discernables dès le début, et qui se réalisent actuellement.

Dans les derniers discours de Peyrefitte, et surtout dans celui qui a donné le coup d'envoi à la campagne de fouille des véhicules, on a vu tous les thèmes qui étaient en germe dans ce que disait M. Poniatowski et V. Giscard d'Estaing dès le début.

Propos recueillis par Henri Mazereau

Le Congrès du Syndicat de la Magistrature.



En bref

Menaces d'expulsion

Au cours d'une conférence de presse, le Mouvement des travailleurs mauriciens a dénoncé les menaces d'expulsion qui pèsent sur les travailleurs mauriciens comme sur tous les travailleurs immigrés.

Jeudi dernier, la police, au cours d'une « descente » dans un atelier de confection, rue Tiquetonne à Paris, embarquait six travailleurs immigrés : deux Mauriciens, deux Turcs et deux Pakistanais.

Ces derniers n'ont pas reparu depuis et ont sûrement été expulsés. Les deux Mauriciens ont été relâchés mais ont dû se présenter le 7 février à la préfecture de police, avec en main, un billet d'avion pour l'île Maurice. Il s'agit là d'une expulsion déguisée.

Ils font partie des 538 Mauriciens dont le dossier de régularisation de situation est en instance, bloqué par le ministère. Celui-ci avait pourtant promis la régularisation pour le 31 décembre dernier conformément aux accords passés entre Giscard et le Premier ministre mauricien.

Un millier de Mauriciens n'ont pas déposé de dossiers de peur d'être expulsés ou parce qu'ils sont au chômage.

Marche sur Arenc

A l'appel du collectif contre la prison d'Arenc (Marseille), une marche a eu lieu le 11 février à laquelle ont participé de très nombreux antiracistes venus de toutes les régions de France, bien que la manifestation ait été interdite par la préfecture.

Arenc est le symbole de la politique raciste du pouvoir qui rappelons-le, vient de rendre légale l'arrestation arbitraire des travailleurs immigrés qu'il veut expulser.

Grèves scolaires

Des parents d'élèves occupaient mardi et les jours suivants le groupe scolaire Jean Jaurès de Sarcelles pour protester contre le non-remplacement de deux instituteurs en congé. Sur Sarcelles, il manque en outre 24 enseignats et 1 400 enfants sont privés de cours.

Dans les Hauts-de-Seine (banlieue parisienne), les grèves se multiplient dans les établissements du second degré contre le projet de suppression de 141 postes d'enseignants et d'agents à la rentrée prochaine.

Au lycée Joliot-Curie de Nanterre, les élèves sont en grève depuis le 30 janvier contre la suppression de cinq classes et de neuf postes de professeurs. Ils se sont organisés en commissions, en assemblées générales et en comité de grève.

Des grèves ont également lieu à Sèvres, Meudon, Rueil, Asnières.

Morte pour un soutien-gorge

Zohra Diouani avait dérobé un soutien-gorge au Mammouth de Châlon-sur-Saône, et avait été prise sur le fait. Ce n'était pas bien grave. La direction du magasin l'obligeait alors à aller chercher ses parents, tandis qu'elle gardait ses sœurs en otage, pour obliger Zohra à avertir ses parents.

Zohra n'est pas revenue. Elle s'est jetée dans le canal qui passe à Châlon. Les parents viennent de porter plainte contre X pour homicide involontaire, arrestation illégale et séquestration de personnes.

Procès Pailleron

Eloge des responsables

Alors que les familles des victimes considèrent les hauts fonctionnaires, PDG et architectes comme les responsables numéro un du drame de Pailleron, le procureur a fait lui, l'éloge de certains de ces personnages vantant leur « dévouement » et leur action bénéfique. Cet éloge concernait principalement le premier responsable, le haut fonctionnaire Jean Reynaud. Le procureur, après avoir fait ses louanges a demandé les circonstances atténuantes et la relaxe des accusés. Les parents indignés, ont quitté la salle en cours d'audience en signe de protestation.

Les plaidoieries de la défense ont eu lieu le 10 février.

Banditisme

Un bon prétexte pour le quadrillage policier

Le rapt du baron Empain, la cavale de Maupetit ont fourni au gouvernement et à la police l'occasion d'effectuer un vaste déploiement policier et une mise en condition de l'opinion sans précédent sur la prétendue insécurité et sur la violence.

Dans Paris et onze départements avoisinants, la police a contrôlé pres de 200 000 personnes et 135 000 véhicules. 12 000 habitations ont été visitées en particulier dans six arrondissements de Paris (8e, 9e, 11e, 12e, 16e, 17e) mis véritablement en état de siège. A de nombreux carrefours, les policiers avaient pris position, l'arme à la main. Durant une semaine, 13 800 policiers ont quadrillé ainsi la région parisienne comme si un très grave danger existait.

C'était là un premier aspect de la mise en condition de l'opinion destinée à susciter une psychose de peur, à habituer la population à des contrôles massifs et répétés et finalement à des mesures d'exception.

Quadrillage, appels à la délation, pratiques illégales

Au cours de cette campagne policière d'envergure, la police violait la loi qu'elle doit en principe faire respecter. Ainsi, dans la plus totale illégalité, elle a pratiqué à grande échelle la fouille des véhicules. Or, en 1977, le Conseil d'Etat avait annulé un projet de la loi de Poniatowski sur la légalisation de la fouille des véhicules. Deux personnes qui avaient refusé d'ouvrir le coffre de leurs voitures étaient même gardées à vue durant plusieurs heures, l'une d'elle étant même poursuivie en justice. C'est un comble !

Peyrefitte lui-même justifiait cette violation de la loi par l'extrême gravité des événements qui exigeait que le droit (la loi) doit être laissé de côté pour plus d'efficacité.

Les 24 et 25 février, Peyrefitte comme il l'avait déjà fait au moment de l'enlèvement de Schleyer, lançait des appels à la délation. Le 25, au Conseil des ministres, il demandait 10 000 policiers de plus, l'extension de l'ilotage et le renforcement du contrôle policier de la population.

La télévision, la radio, la presse aux ordres du pouvoir projetaient elles aussi sur le devant le la scène, le déferlement policier, les appels à la délation du Garde des Sceaux et jouaient un grand rôle dans l'intoxication.

L'utilisation politique du banditisme

Quel danger pressant courait donc la population parisienne pour justifier autant de policiers pour la... protéger ?! En fait, rien ne justifiait de telles mesures. Les enlèvements ne sont pas quelque chose de nouveau ni les crimes ni les fuites de gangsters. Ce qui est nouveau, par contre, c'est l'utilisation politique que fait le gouvernement de ces faits rangés habituellement dans les faits divers.

Le gouvernement prétend que de telles mesures permettent de lutter efficacement contre le banditisme et la criminalité. C'est faux. Empain n'est toujours pas retrouvé, Maupetit a été livré par le milieu à la police et le juge Daix a dernièrement été relâché par ses kidnappeurs sous la pression du milieu lyonnais et des gros truands qui le composent.

Si les coupables échappent le plus souvent aux filets de la police par contre, des dizaines de milliers de personnes ont été contrôlées. Il ne fait aucun doute que ces opérations n'ont fait que donner l'occasion, entre autres, à la police d'expulser davantage de travailleurs immigrés.

C'est le peuple qui est visé

Pourquoi donc, un tel déploiement de forces, ces appels à la délation, la violation de la loi, la psychose profonde ainsi créée ? Parce que le système connait une crise profonde et durable et parce que nous sommes en période électorale. Le pouvoir se prépare à faire face à toute crise grave qui remettrait en cause son pouvoir et toute lutte d'envergure que provoquerait sa politique. Il ne veut plus être surpris comme il l'a été en mai 68. D'autre part, à la veille des élections, il veut donner la preuve de sa fermeté.

La meilleure illustration que la campagne sur la violence et l'insécurité, nous est apportée par Stoléru l'expulseur. Au nom de la prétendue « insécurité » qui régnerait dans les foyers Sonacotra, il appelle Bonnet dans une lettre à prendre des mesures contre le Comité de coordination et les résidents. S'il y a violence et insécurité dans les foyers, elle est uniquement le fait de la Sonacotra et de ses gérants racistes et non de résidents qui, eux, en sont les victimes.

HM



Fouille illégale de voitures

En bref

• Afrique du Sud

Les Africains ayant [illegible] chômage pendant plus de quatre [illegible] année [illegible] arrêtés selon un projet de loi [illegible] posé début février par le gouvernement raciste de Vorster.

Selon ce projet il suffira qu'un Africain vivant dans des zones dites blanches [illegible] chômage plus de 122 jours par an même non consécutifs pour être déclaré [illegible] et être arrêté. Les Africains arrêtés pourront être [illegible] dans des [illegible] de réhabilitation [illegible] dans les colonies agricoles [illegible] encore être affectés à des travaux forcés dans des régions rurales ou dans des zones déclarées bantoues.

Cette mesure, qui a pour but de rejeter les Africains vers les bantoustans arrive à un moment où le chômage touche environ 2 millions d'Africains. La situation dans les bantoustans, véritables réserves humaines, est catastrophique et il y a peu de chance de trouver du travail. La perspective du chômage se double maintenant de celle de l'emprisonnement, des travaux forcés.

• USA

La cour suprême de l'Illinois a décidé que le port de la croix gammée était légal parce que cet emblème constitue un symbole politique et de ce fait est protégé par la constitution. Quatre jours plus tard les membres nazis recevaient l'autorisation de défiler en uniforme hitlérien à Skokie, toujours en vertu de la loi d'expression, contre l'avis de la population qui avait porté plainte. Il faut dire que la ville de Skokie compte sur une population de 69 000 habitants une population juive de 45 000 habitants et que parmi eux, bon nombre sont des survivants des camps de concentration. Au nom de la liberté d'expression, l'Etat américain autorise les nostalgiques du temps des nazis à parader, au nom de la liberté du travail il protège les jaunes qui tuent les mineurs en grève : deux bons exemples de la démocratie à l'américaine.

• Canaries

Un bureau d'engagement de mercenaires européens désirant participer aux conflits dans le continent africain est installé à [illegible] Canaries [illegible] me mercredi l'association des Amis du Sahara.

Selon un porte parole de cette association, ce réseau aurait été découvert à la suite de [illegible] de deux mercenaires tchécoslovaques, d'un Allemand et d'un Français qui, se trompant d'adresse, se seraient présentés au bureau des Amis du Sahara à Las Palmas pour demander à participer au conflit du Sahara.

Toujours selon cette association les mercenaires percevraient une prime de 6 500 dollars (environ 32 500 F F.) à l'engagement mais doivent en échange répondre à certains critères de préparation militaire. De tels bureaux existeraient à Madrid, Paris et Beyrouth, et les mercenaires seraient ensuite dirigés vers l'Afrique du Sud, la Rhodésie, le Tchad et probablement la Mauritanie.

L'association des Amis du Sahara précise également qu'il existe [illegible] à Las Palmas un bureau spécialisé dans le trafic d'armes à destination des pays africains.

• Conférence de Vienne sur le désarmement

La Roumanie a demandé jeudi une démocratisation de la conférence de l'ONU sur le désarmement qui est co présidée par les Etats-Unis et l'URSS.

L'ambassadeur Constantine a proposé qu'elle soit transformée en un organe de négociation authentique et que tous ses membres soient sur un pied d'égalité, ce qui revient à une remise en cause de la présidence de la conférence par les deux superpuissances. Les pays neutres et non-alignés sont favorables à cette mesure remettant en cause l'hégémonie des deux supergrands.

Tunisie

Une revolte qui vient de loin

Trois cents morts, mille blessés, deux mille arrestations, déjà plus d'une centaine de condamnations, voilà le bilan approximatif de la journée insurrectionnelle du 26 janvier, en Tunisie.

Ce jour-là, la Tunisie toute entière était paralysée par la grève générale déclenchée par la centrale syndicale, UGTT. Elle entendait ainsi protester contre les tentatives de plus en plus pesantes du gouvernement pour la bâillonner. C'est que l'UGTT était progressivement devenue, ces derniers mois, le pôle de regroupement de tous les mécontents, et ils sont nombreux dans la Tunisie de Bourguiba !

Depuis 22 ans qu'il impose son règne autoritaire, il n'a cessé de museler toute opposition à sa politique : tous les partis politiques ont été interdits, à l'exception du Néo-Destour, dont, depuis 1964, il nomme lui-même les membres du Bureau politique ; plus d'une trentaine de procès ont été intentés contre les opposants à sa politique, frappant notamment lourdement les militants marxistes-léninistes.

Mais celui qui s'intitule orgueilleusement le « Combattant suprême » est maintenant un vieillard de 75 ans, et le carcan dans lequel il a prétendu enfermer le peuple tunisien commence à craquer de toutes parts.

Alors que la bourgeoisie tunisienne étale insolemment son luxe, les chômeurs, les ouvriers, les journaliers des campagnes et des faubourgs connaissent une misère croissante. Très liée à l'impérialisme occidental, l'économie tunisienne subit durement les retombées de la crise mondiale du capitalisme. Une poignée de grands bourgeois en profite pour arrondir ses profits, mais pour les travailleurs, la situation devient intolérable : chômage et hausse des prix se développent à vive allure. La riposte ouvrière aussi. Tour à tour, les cheminots, les traminots, les ouvriers de l'aciérie « El Foulahd », du complexe textile de Ksar Hellal, des phosphates de Sfax, les ouvriers agricoles déclenchent de longues et dures grèves dont l'UGTT se fait la caisse de résonnance.



Le 26 janvier, dans les rues de Tunis

Au-delà des luttes économiques, elle apparait ainsi de plus en plus comme une force politique en plein développement, opposée au régime. La bourgeoisie tunisienne est elle-même divisée, déchirée de contradictions sur les options à développer pour « *l'après-bourguibisme* ». Son aile libérale et démocrate soutient l'UGTT.

A la mi-décembre, cette situation fait éclater une crise gouvernementale. Les « modérés » du régime, partisans du dialogue avec l'UGTT, sont écartés au profit des « durs », comme Abdallah Fahrat, ministre des Armées, qui appelle à « *dresser des potences à la porte des usines* ».

Du 8 au 10 janvier, les quatre-cent-soixante délégués du Conseil national de l'UGTT confirment son orientation de lutte contre le régime. La décision est alors prise « *d'éliminer les fauteurs de troubles* ». Son secrétaire général, Habib Hachour, est menacé de mort, ses permanences attaquées et incendiées par les hommes de main du Destour, organisés en milices.

C'est pour dénoncer ces provocations que la grève générale est décidée le 26 janvier. Là, à Tunis, Kairouan, Sousse, Tozeur, c'est l'affrontement ouvert avec les forces de répression. L'armée et la police tirent dans la foule qui réclame la terre, le pain, l'indépendance, la liberté.

l'UGTT est décapitée, ses dirigeants emprisonnés, de lourdes condamnations pleuvent sur des dizaines de manifestants, l'état d'urgence et le couvre-feu sont instaurés. L'ordre bourguibiste règne à nouveau à Tunis. Mais le lendemain, des manifestations sporadiques reprennent dans les faubourgs, la grève se prolonge à l'université, l'armée en tenue de combat occupe toujours la ville. La révolte gronde encore plus fort dans les villes et les campagnes !

A.B



L'armée en tenue de combat quadrille toujours les rues de Tunis.



RESOLUTIONS DU 3e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

AUTOCRITIQUE DU PCMLF CONCERNANT SON 2e CONGRES

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France fait son autocrique des erreurs commises lors de son 2e congrès en 1975. En tant que parti de la classe ouvrière, il est de sa responsabilité de rendre compte devant les travailleurs de la ligne politique qu'il a suivie, quelles que soient les erreurs graves commises.

Il se démarque ainsi fondamentalement du PCF, parti révisionniste, qui ne fait jamais d'autocritique sérieuse et publique.

La pratique de l'autocritique est un des critères par lequel on reconnait le caractère authentiquement communiste d'un parti. C'est l'un des critères les plus sûrs pour juger si un parti est sérieux et s'il remplit ses obligations envers la classe ouvrière et les masses laborieuses. C'est une méthode de pensée et d'action dans laquelle les critiques des travailleurs tiennent une large place. Cette autocritique renforce le niveau politique et idéologique de notre parti et doit renforcer la confiance de la classe ouvrière dans son parti.

Dans une situation politique marquée par la rivalité des deux superpuissances, par les dangers de guerre, conséquences de cette rivalité, qui pèsent sur notre pays, par les menaces du social-impérialisme, puissance la plus agressive, le PCMLF, dans sa volonté d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne, a commis de graves erreurs :

— Il a déclaré arbitrairement, en 1975, que la guerre que préparent effectivement les deux superpuissances était imminente.

— Il n'a vu alors dans le PCF qu'un agent direct de l'URSS.

— Mais, plus grave, il a préconisé par son programme, de centrer l'essentiel de son combat contre les superpuissances. Ainsi, il ne prenait plus comme cible principale de son combat l'ennemi qu'affrontent quotidiennement la classe ouvrière et tout le peuple : la bourgeoisie exploiteuse.

Et même sous des prétextes patriotiques abstraits, il a préconisé, plus ou moins ouvertement, une alliance avec la bourgeoisie pour défendre l'indépendance nationale ; ce qui revenait à appeler la classe ouvrière à se mettre à la remorque de son ennemi principal.

Cela l'a conduit à adopter une attitude hésitante face à des luttes justes contre la politique nucléaire de la bourgeoisie ou bien celle des paysans du Larzac, etc.

Cela l'a conduit aussi à développer dans les entreprises une ligne sectaire dont la cible essentielle était la CGT et le PCF.

Au moment où les soldats luttaient sur de justes revendications, il ne les a pas soutenues, sous prétexte qu'elles étaient impulsées par les trotskistes et utilisées par les révisionnistes.

Ces erreurs portaient une très grave atteinte à la ligne du PCMLF. Elles ne dominèrent que quelques mois et furent rapidement rectifiées. Si elles avaient persisté, elles auraient conduit, à brève échéance, à la mort du parti ou à sa transformation pure et simple en formation politique bourgeoise.

Constater des erreurs n'est pas suffisant. Pour en éviter le retour, il faut en rechercher les causes, les racines. Tout d'abord, disons que le PCMLF ne partait pas des réalités concrètes de notre pays à cette époque. Ses analyses prenaient-elles pour bases les faits concrets ? Non ! Il bâtissait les hypothèses à partir des imaginations de ses militants. Il avait abandonné la méthode d'analyse scientifique propre au prolétariat qu'est le matérialisme dialectique pour lui substituer la métaphysique, méthode de pensée propre à la bourgeoisie. Ce qui régnait à ce moment-là dans ses rangs, ce n'était pas le point de vue du prolétariat, mais celui de la petite-bourgeoisie. Surestimant la force et l'influence du révisionnisme, cela révélait un manque de confiance dans les capacités révolutionnaires des larges masses de la classe ouvrière et des peuples du monde.

En toutes circonstances, la force fondamentale sur laquelle s'appuie le PCMLF, celle qui lui donne sa raison d'être, c'est la classe ouvrière. La classe ouvrière ne peut et ne doit jamais accorder la moindre confiance à la bourgeoisie, dont les intérêts sont radicalement opposés aux siens.

Par son mot d'ordre « Classe contre classe », le PCMLF indique que l'axe fondamental de son activité, c'est le développement et le renforcement de l'indépendance politique, organisationnelle et militaire du prolétariat face à la bourgeoisie.

En s'appuyant sur le point de vue de la classe ouvrière, le PCMLF appelle tous les travailleurs :

— 1) A lutter contre la bourgeoisie monopoliste, ennemie principale.

— 2) A rejeter le révisionnisme et le réformisme.

— 3) A lutter contre les deux superpuissances qui préparent la guerre, en particulier la plus agressive : le social-impérialisme russe.

SUR LE TRAVAIL DU PARTI DANS LA CLASSE OUVRIERE

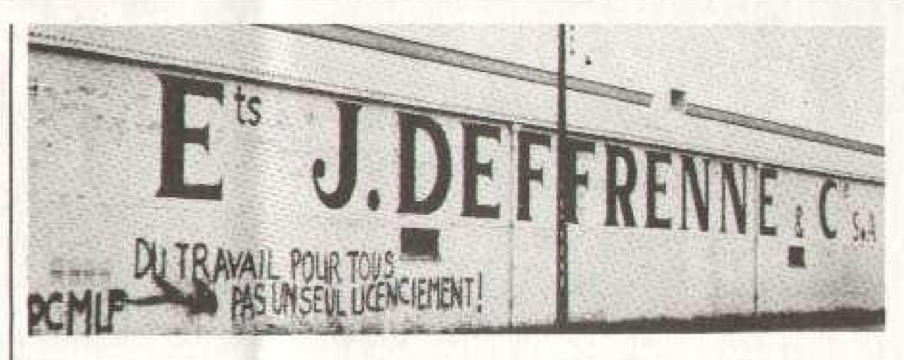
Pour écraser la bourgeoisie et bâtir une société socialiste, la classe ouvrière doit s'organiser dans son parti, le Parti communiste marxiste-léniniste de France. Édifié dans la lutte contre le révisionnisme moderne, le parti a reconstitué l'état-major de combat de la classe ouvrière.

En juillet 1976, la Conférence nationale ouvrière du PCMLF a réaffirmé l'importance pour le parti de s'enraciner dans la classe ouvrière et a précisé les orientations générales de son action.

La contradiction fondamentale et principale de la société capitaliste parvenue à son stade monopoliste d'État depuis 60 ans, est constituée par l'opposition irréductible entre la classe ouvrière et la bourgeoisie.

La bourgeoisie capitaliste et impérialiste et tous ceux qui entendent perpétuer son système, constituent l'ennemi fondamental du prolétariat révolutionnaire de France, prolétariat international composé de travailleurs français et immigrés. Ce sont les bourgeois capitalistes, les patrons, les banquiers, les grands propriétaires fonciers et leur personnel politique, qui détiennent l'État et le pouvoir. Ils élaborent, déterminent et fixent les lois et règlements instituant la légalité capitaliste, c'est-à-dire l'exploitation du travail de l'immense majorité de la population pour le profit maximum d'une minorité. Ce sont eux qui exploitent encore nombre de colonies, les prétendus DOM-TOM, et de néo-colonies.

C'est dans l'entreprise que s'exerce l'impitoyable exploitation de la classe ouvrière. Celle-ci s'est encore aggravée du fait de la crise générale mondiale que connaît le capitalisme. Mais c'est aussi là que le prolétariat révolutionnaire de France, au cours de la lutte acharnée qu'il mène contre tous les exploiteurs, forgera son armée de prolétaires, son parti communiste, qui est un élément indispensable à la lutte pour la destruction de l'État bourgeois, instrument de la dictature de la bourgeoisie.



Aujourd'hui, la classe ouvrière aspire à des changements profonds de ses conditions d'existence, elle rejette l'exploitation, l'oppression capitalistes au travers de ses luttes. De plus en plus nombreux sont les ouvriers qui aspirent au socialisme.

Cette seule volonté de changement ne suffit pas. Ce sont les exploités, les opprimés qui, par leur lutte contre l'exploitation, imposeront les changements auxquels ils aspirent.

Les ouvriers de notre pays prennent de plus en plus conscience aujourd'hui qu'il existe des obstacles au développement de cette lutte. Ces obstacles sont le révisionnisme moderne et le réformisme.

Le révisionnisme moderne est à l'origine de l'existence et du développement d'une ligne politique de trahison qui sème des illusions au sein de la classe ouvrière.

Cette ligne, c'est le Programme commun, programme bourgeois qui repose sur une unité électoraliste des deux formations bourgeoises dites de gauche, PS et PCF, dont les projets politiques de gestion du capitalisme sont opposés.

Les illusions sont les deux idées suivantes : il n'est pas nécessaire d'abattre l'État bourgeois pour instaurer le socialisme ; les élections peuvent éviter la lutte révolutionnaire, violente, contre la bourgeoisie et permettre à la classe ouvrière de prendre le pouvoir.

Chaque ouvrier doit savoir que licenciements, chômage, inflation, hausse des prix, injustices sociales de toute nature et autres méfaits sont des conséquence inéluctables du système capitaliste, ils expriment l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière et des autres couches sociales laborieuses par la bourgeoisie détentrice de l'État et de tous les pouvoirs. Ils ne disparaîtront pas avec une éventuelle victoire de l'Union de la gauche, mais seulement par la destruction complète du capitalisme et donc aussi par la dénonciation des dirigeants de cette prétendue « gauche » comme tenants d'une ligne :

- De trahison des intérêts des masses populaires au profit de leurs propres intérêts.
- De division qui désarme la classe ouvrière et permet aussi à la bourgeoisie de droite comme de gauche de maintenir la dictature de la bourgeoisie et son système d'exploitation.

C'est dans la lutte contre la bourgeoisie impérialiste française que les masses prendront conscience de la trahison des dirigeants réformistes et révisionnistes et qu'elles rejetteront le Programme commun et la dite Union de la gauche. C'est dans cette lutte que la grande majorité des adhérents du PCF et du PS, à qui nous devons fournir tous les éléments qui facilitent cette prise de conscience, rejetteront leurs dirigeants et rejoindront les rangs des hommes et des femmes qui luttent pour l'instauration du socialisme.

Ce combat pour la révolution socialiste doit prendre en considéra-





tion la juste lutte contre les entreprises hégémoniques des deux superpuissances et notamment le social-impérialisme, danger principal en Europe. La classe ouvrière doit prendre conscience du rôle révolutionnaire qu'elle a dans la lutte pour l'indépendance nationale. Car dans les conditions actuelles de la dictature de la bourgeoisie, la lutte pour l'indépendance de notre pays, si elle n'est pas dirigée par la classe ouvrière, servirait les intérêts de la bourgeoisie impérialiste française.

Etre à la tête des masses et diriger les luttes populaires, voilà le mot d'ordre qui doit conduire l'activité de l'avant-garde de la classe ouvrière et de son parti.

Ces luttes populaires, qui sont l'expression de l'opposition irréductible de la classe bourgeoise et de la classe ouvrière, sont celles qui vont permettre au prolétariat de préparer la destruction du système d'exploitation. Ces luttes ne devront négliger aucun terrain, qu'il soit économique ou politique, elles devront permettre une élévation du niveau de conscience politique des masses, tant sur la nature de la bourgeoisie au pouvoir que sur les dirigeants révisionnistes et réformistes.

Le travail du parti doit permettre à l'ensemble de la classe ouvrière de reprendre son mot d'ordre de lutte : CLASSE CONTRE CLASSE.

RECONSTRUIRE L'UNITÉ IDÉOLOGIQUE ET POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE EN TANT QUE CLASSE RÉVOLUTIONNAIRE DIRIGEANTE

Le révisionnisme a détruit cette unité à laquelle avait travaillé le PCF à une époque où il développait une ligne fondamentale prolétarienne. C'est au PCMLF ainsi qu'à tous ceux et toutes celles qui militent sur des positions authentiquement marxistes-léninistes qu'incombe cette immense responsabilité historique de reconstruire l'unité de la classe ouvrière sur d'authentiques bases de classe.

L'unité idéologique et politique de la classe ouvrière est indispensable à son combat pour le socialisme. C'est sur la base de la lutte de classe que se fera cette unité. Ce travail à l'unité impose une ferme attitude de classe contre la bourgeoisie de droite et de gauche et une attitude correcte au sein des masses en vue de les convaincre et les persuader par la discussion, non par la contrainte.

RENFORCER LE PCMLF ET RAFFERMIR SES LIENS AVEC LA CLASSE OUVRIERE

Le PCMLF doit œuvrer à l'unification politique et organisationnelle, selon le principe unité-critique-unité, de tous ceux et de toutes celles qui se réclament du marxisme-léninisme, de tous les groupes ou partis se réclamant du marxisme-léninisme et qui, particulièrement dans les entreprises, mènent un juste combat de classe. L'édification d'un authentique parti communiste de combat dépend de notre capacité à unir toutes ces forces.

Le PCMLF doit s'attacher à rassembler en son sein tous les éléments d'avant-garde de la classe ouvrière qui luttent pied à pied contre l'exploitation et qui rejettent la ligne de trahison du parti révisionniste français et du Parti socialiste. Le PCMLF ne gagnera la confiance de ces militants qu'à la condition de prendre résolument la tête des masses et des luttes classe contre classe, et qu'à la condition d'être un authentique instrument de la reconstruction de l'unité de classe de la classe ouvrière pour la réalisation de ses aspirations fondamentales.

C'est dans les cellules d'entreprise, détachements organisés du parti et états-majors de combat, que l'avant-garde du prolétariat doit se rassembler. Ces cellules d'entreprise ont pour tâche la direction du combat de classe économique et politique, l'éducation politique des masses et la direction de la lutte politique au sein des organisations de masse. Elles ne pourront réaliser ces tâches qu'à la condition d'être à l'écoute des masses et d'être liées à elles, et de développer une activité qui leur soit propre touchant l'ensemble des travailleurs.

SUR LE REVISIONNISME MODERNE

Le révisionnisme est un courant idéologique bourgeois infiltré dans les rangs ouvriers.

« Le révisionnisme ou « révision » du marxisme, est l'une des principales manifestations, sinon la principale, de l'influence bourgeoise sur le prolétariat et de la corruption des prolétaires par la bourgeoisie ».

C'est la définition fournie par Lénine en 1914, qui précise un an plus tard :

« En réalité, l'affiliation formelle des opportunistes aux partis ouvriers ne les empêche nullement d'être objectivement un détachement politique de la bourgeoisie, d'être le canal par lequel s'exerce son influence, d'être ses agents au sein du mouvement ouvrier

C'est l'impérialisme qui produit le révisionnisme.. Ainsi l'explique encore Lénine dans « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme » :

« L'impérialisme ... qui procure des profits de monopole élevés à une poignée de pays très riches, crée la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat : par là même, il alimente l'opportunisme, lui donne du corps et le consolide. »

L'impérialisme corrompt une petite partie de la classe ouvrière qui pratique la collaboration de classe : bureaucrates des partis et des syndicats, associés dans les organisations de collaboration de classe et dans la gestion des nationalisations.. Cette minorité, c'est *l'aristocratie ouvrière* qui est le *principal soutien social de la bourgeoisie.*

Le révisionnisme est un phénomène international auquel sont confrontés tous les partis prolétariens. La lutte entre marxisme et révisionnisme n'a jamais cessé en leur sein. Et ceci, depuis la mort de Marx, où les opportunistes n'ont eu de cesse de se déguiser en marxistes pour vider la théorie du prolétariat de son contenu révolutionnaire. Lénine mena un combat incessant contre les révisionnistes de son propre parti et contre les sociaux-chauvins de la IIe Internationale qui collaborèrent avec leur propre impérialisme lors de la 1ère guerre mondiale impérialiste.

A la fin des années 50, une clique bourgeoise, sous la conduite de Krouchtchev, a usurpé le pouvoir en Union Soviétique et a transformé le premier Etat socialiste en un Etat capitaliste qui, plus tard, avec l'invasion de la Tchécoslovaquie, a manifesté sa nature social-impérialiste. L'Union Soviétique et son parti sont devenus le chef de file du nouveau révisionnisme, du révisionnisme moderne. Une bataille gigantesque a été alors déclenchée par Mao Tsé-toung et le PCC contre ses trahisons « théoriques et pratiques. Le révisionnisme moderne se distingue du révisionnisme ancien parce qu'il détient le pouvoir dans de nombreux pays anciennement socialistes. Il présente de multiples visages mais son centre de gravité reste toujours le révisionnisme soviétique.

Au sein du mouvement ouvrier français, marxisme et révisionnisme se sont affrontés en permanence. En 1920, la création du Parti communiste français marque une victoire du marxisme-léninisme. Dans les rangs du Parti se déroule ensuite une intense lutte de lignes. Ce parti, qui, pendant de longues années mena la lutte révolutionnaire classe contre classe, pour le communisme, fut porteur de tout l'espoir des masses populaires. Cependant depuis 40 années, la ligne opportuniste de Thorez s'est développée et consolidée au sein du PCF, combattue et parfois vaincue par les justes positions prolétariennes. Avec la prise du pouvoir en URSS par le révisionnisme krouchtchévien, cette ligne opportuniste a dominé dans la direction du Parti et ses représentants y ont pris définitivement le pouvoir. Le PCF est alors devenu irrémédiablement un parti révisionniste, un parti bourgeois.

La bataille contre le révisionnisme moderne s'est notamment menée au niveau mondial contre la négation du rôle révolutionnaire des luttes du tiers-monde, et dans le mouvement ouvrier français contre la trahison par le PCF de la lutte de libération nationale du peuple algérien.

C'est dans le cadre de cette bataille contre le révisionnisme moderne à l'échelle internationale et nationale que s'est créé le Parti communiste marxiste-léniniste de France dont un objectif fondamental est d'ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME MODERNE.

Le PCF est aujourd'hui le principal représentant du révisionnisme moderne dans notre pays.

Sur le plan de la théorie, et entre autres « révisions », il prône « la voie pacifique au socialisme » et a rejeté la théorie de la dictature du prolétariat. Sur le plan de l'idéologie et de l'organisation, il a provoqué la division et le désarroi dans les rangs prolétariens. Il répand activement dans la classe ouvrière, le chauvinisme. Il tente ainsi d'opposer les travailleurs de notre pays aux peuples et pays du monde, les travailleurs français aux travailleurs immigrés, et d'entraîner la classe ouvrière à soutenir les intérêts de l'impérialisme français.

Sur le plan politique, il a pour objectif, de prendre les rênes du pouvoir capitaliste. Son but est d'assurer la direction et l'administration bureaucratique du capitalisme monopoliste d'Etat. Le parti révisionniste représente les intérêts non point de la bourgeoisie actuellement en place, mais d'une bourgeoisie de formation récente, issue de l'aristocratie ouvrière. Tel est le sens de la stratégie de « nationalisations » du PCF.

« Le révisionnisme au pouvoir, c'est la bourgeoisie au pouvoir » a indiqué Mao Tse-Toung. Le projet politique du PCF, dans sa réalisation intégrale, implique une dictature terroriste ouverte contre les masses. En effet, la concentration accrue du capital et le renforcement du rôle direct de l'Etat conduiront inévitablement les révisionnistes à prendre, face aux luttes ouvrières et populaires, des mesures de répression nouvelles instaurant dans notre pays un régime social-fasciste, à l'image des dictatures terroristes ouver-



tes qui règnent aujourd'hui en Union Soviétique, avec asiles psychiatriques, syndicats fascistes « à la polonaise » répression sauvage contre les minorités nationales. Ce processus peut s'accélérer brutalement.

Pour parvenir au pouvoir, le PCF a développé depuis de longues années la thèse du passage pacifique au socialisme ; il a prôné la voie électorale et abandonné la voie révolutionnaire. Cependant, dans des circonstances données, les révisionnistes modernes sont susceptibles de recourir au putsch, au coup de force.

Le PCF pratique la collaboration de classe ; il s'efforce d'utiliser le mouvement spontané de la classe ouvrière à ses fins politiques. Aussi, tour à tour, ou parallèlement, tente-t-il de briser les luttes de classe ou de les canaliser à son profit. Il met en place les moyens d'encadrement et de répression accrus des masses.

Le PCF sert les intérêts impérialistes de l'Union Soviétique. Il lui sert d'appui pour son infiltration économique (Doumeng, Eurobank...). Tout en développant des contradictions avec l'URSS, le PCF soutient la politique du social-impérialisme russe, prône les illusions de la « détente », s'oppose à ce qui contrecarre les ambitions des soviétiques en Europe (unité européenne), appuie l'expansionnisme russe (Angola, Zaïre). Le PCF prépare idéologiquement le terrain à une pénétration — subversive ou violente — du social-impérialisme dans notre pays.

Il faut arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne.

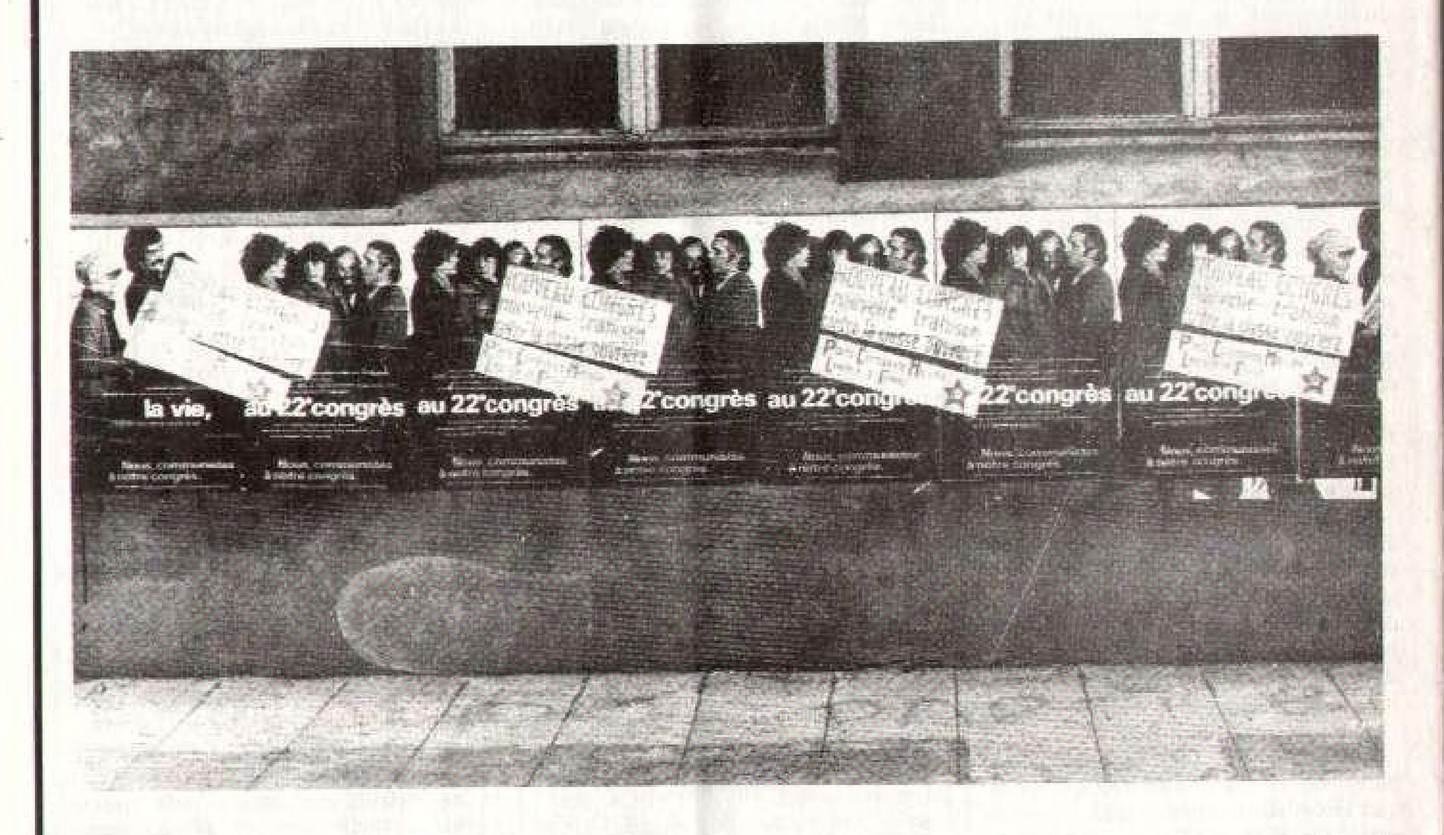
L'idéologie révisionniste est une idéologie bourgeoise, ennemie du prolétariat. Lutter contre elle, c'est avant tout lutter contre sa principale forme organisée, le PCF. La destruction de l'influence de ce parti conditionne le développement du mouvement révolutionnaire des masses et la victoire de la révolution prolétarienne.

En ce sens, le PCMLF condamne les thèses trotskistes selon lesquelles le parti révisionniste serait un « parti ouvrier bureaucratisé », un faux-frère capable de se corriger.

De même, il critique fermement la thèse selon laquelle « *les masses doivent faire l'expérience du révisionnisme au pouvoir pour être en mesure de le démasquer* » ; cette politique du pire sous-estime gravement les capacités actuelles de la classe ouvrière et du peuple de prendre conscience et de combattre le révisionnisme moderne. C'est une vue pessimiste et dangereuse qui perpétue les illusions et s'interdit de le combattre effectivement.

C'est dans le combat de classe contre la bougeoisie capitaliste et contre les deux superpuissances que le PCMLF développe son activité pour amener les plus larges masses à rejeter le révisionnisme.

Il faut combattre ouvertement la ligne idéologique et politique du PCF. Cette lutte, au sein des rangs ouvriers et des masses populaires, exige à la foi une grande fermeté et une juste appréciation tactique des coups à porter. En distinguant la grande majorité des militants trompés des dirigeants traîtres, nous pourrons unir les masses populaires et isoler les chefs révisionnistes.



SUR LA LUTTE CONTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES ET LE DANGER DE GUERRE

En s'appuyant sur la thèse des trois mondes formulée par Mao Tsétoung, le PCMLF considère que les deux superpuissances, URSS et USA, sont les deux plus grands exploiteurs et oppresseurs internationaux.

Elles sont le pilier du système impérialiste mondial et représentent en cela l'ennemi principal commun à tous les peuples du monde, la cible principale de la révolution prolétarienne mondiale.

C'est contre elles que doit s'édifier le plus vaste front uni mondial rassemblant tout ce qui peut être uni dans la lutte pour les isoler et les abattre. Le prolétariat doit diriger ce front uni mondial antihégémonique dont les pays et les peuples du tiers-monde constituent la force motrice et principale.

Les victoires des trois peuples indochinois, entre autres, prouvent que les peuples peuvent venir à bout d'une superpuissance. L'avenir appartient aux peuples du monde.

Les deux superpuissances entretiennent des rapports de rivalité et de collusion. Mais, conformément à l'analyse de Lénine : « *Ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances pour l'hégémonie* », l'essence de leurs rapports, c'est la rivalité.

Entre les deux superpuissances, la balance n'est pas égale du fait de leur situation historique différente. Les USA représentent un impérialisme installé, la plus grande puissance du monde capitaliste, ses moyens économiques sont sans commune mesure avec ceux des autres puissances impérialistes et beaucoup plus puissants que ceux du jeune social-impérialisme. Ils ont des positions à défendre dans le monde entier et leur pénétration se fait particulièrement sentir en Europe de l'Ouest.

L'URSS, quant à elle, est un impé-





rialisme jeune, empêtré dans des difficultés économiques insolubles et qui, dans le vain espoir de les résoudre, n'a pas d'autre solution que l'expansion impérialiste. Elle a des positions à gagner et ce ne peut être qu'en s'attaquant à l'hégémonie américaine, particulièrement en Europe, au potentiel économique tentant.

Pour conquérir ces positions, l'URSS n'a pas les moyens économiques des USA, bien qu'elle recoure aux mêmes méthodes de pénétration qu'eux ; seule la guerre lui permettrait d'étendre son hégémonie.

Aujourd'hui, du fait de l'extraordinaire effort de guerre de l'URSS, le rapport de force militaire évolue en sa faveur. Cela la pousse à exiger un repartage du monde à la mesure de ses forces nouvelles.

Voilà pourquoi l'URSS est le principal foyer de guerre dans le monde.

La rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale rend inévitable une 3ème guerre mondiale, mais la lutte révolutionnaire des peuples du monde peut contribuer à la retarder, permettant ainsi le renforcement du front uni mondial antihégémonique et l'affaiblissement des deux superpuissances.

La guerre engendrée par la rivalité de l'URSS et des USA sera de nature inter-impérialiste. Les marxistes-léninistes doivent travailler dès aujourd'hui à l'édification du vaste front uni mondial des pays et des peuples qu'elles entraîneront dans cette guerre pour la transformer en juste guerre antihégémoniste et notamment antisocial-impérialiste. La conséquence inévitable en sera le développement de la révolution dans le monde.

L'enjeu de cette rivalité, c'est principalement l'Europe. Par son potentiel industriel et technologique, elle est le point-clé pour la domination du monde. Les peuples européens sont donc confrontés directement aux visées hégémoniques des deux superpuissances.

Le peuple de France, comme tous les peuples d'Europe qui ont connu les souffrances de deux guerres mondiales, aspire profondément à la paix. Mais les deux superpuissances, elles, se préparent à la guerre.

Le PCMLF appelle la classe ouvrière et le peuple de France à combattre leurs préparatifs de guerre et les éduque à ne pas en avoir peur.

Le PCMLF a pour tâche de tout faire pour retarder au maximum le déclenchement de la guerre et accumuler ainsi des forces pour la révolution. Il doit préparer la classe ouvrière et le peuple en vue d'une nouvelle guerre mondiale. Si celle-ci venait à éclater avant que la révolution ait eu lieu dans notre pays, le Parti devra se préparer à assumer la direction de la lutte pour la défense de l'indépendance nationale. Quelques soient les circonstances complexes, l'axe de la politique du Parti sera toujours, à travers la lutte du moment, avec les alliances qu'elle impose, de renforcer l'autonomie politique et militaire du prolétariat et du peuple, sous la direction du Parti, pour pouvoir, dès que les conditions objectives le permettront, transformer la guerre en révolution.

Cela signifie concrètement aujourd'hui :

— éduquer le prolétariat et le peuple de France dans la connaissance de la nature exploiteuse et agressive des deux superpuissances et particulièrement du social-impérialisme soviétique, dans la compréhension de la nécessité du front uni mondial à édifier contre elles.

— organiser la lutte contre la fausse détente, l'esprit de capitulation, de soumission et de compromis prôné aux conférences d'Helsinki et de Belgrade, entretenu par les partis bourgeois et activement propagé par le PCF ;

— lutter contre les menées agressives des deux superpuissances et les menaces qu'elles font peser sur l'indépendance nationale de not— pays. Lutter contre leurs ingérences, espionnages, pressions, chantages. Lutter contre tout ce qui va dans le sens de la soumission à leurs visées hégémoniques de la part de la bourgeoisie monopoliste. Combattre la mainmise économique et culturelle avec l'URSS, principal foyer de guerre. S'opposer notamment à l'octroi de prêts lui permettant de financer ses efforts de guerre d'agression ;

— diriger les luttes des masses populaires contre les agissements et les menaces des deux super-puissances (lutte des pêcheurs bretons contre le pillage des chalutiers soviétiques, exigence de véritables mesures de protection civile pour le peuple en prévision d'une guerre, luttes ouvrières et paysannes contre les monopoles US) ;

— développer dans la classe ouvrière et le peuple la compréhension de l'inévitabilité de la guerre engendrée par la rivalité des deux super-puissances, de la nécessité de s'y préparer en ayant pour objectif d'écraser l'impérialisme et de faire triompher la révolution prolétarienne dans notre pays ;

— préparer le parti à cette éventualité dans tous les domaines, idéologique, politique, organisationnel ;

— mobiliser la classe ouvrière et le peuple pour le soutien actif aux luttes révolutionnaires des peuples du monde et en particulier du tiers-monde, force principale dans la lutte contre le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, le sionisme, l'impérialisme et l'hégémonisme ;

— développer l'exigence d'un désarmement réel et non fictif, comportant l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires et d'abord de celles des deux superpuissances, qui servent à cacher que dans le jeu de la superpuissance soviétique la plus agressive.

Le PCMLF a une position de principe exigeant la dissolution simultanée des pactes militaires de l'OTAN et de Varsovie. C'est pourquoi il refuse de s'associer à toute campagne réclamant la dissolution unilatérale du pacte de l'OTAN, qui ne peut que faire le jeu de la super-puissance soviétiqueé la plus agressive ;

— faire grandir le courant d'amitié avec les pays socialistes du monde, bastions de la révolution prolétarienne mondiale.

CORNE DE L'AFRIQUE

Les soviétiques mettent le paquet

« La Somalie va recevoir une bonne leçon dont elle se souviendra. Nous la mettrons à genoux... ». Ces propos menaçants —rapportés par plusieurs agences de presse internationales — étaient tenus récemment en public par des diplomates des pays de l'Est, encore accrédités à Mogadiscio, capitale de la Somalie.

Au même moment, l'armée éthiopienne, sévèrement défaite en novembre dernier dans la province de l'Ogaden, démarrait une puissante contre-offensive. L'URSS lui apporte de plus un plus un soutien ostensible, massif et multiforme. Elle se retrouve ainsi aux côtés d'Israël qui a publiquement reconnu une aide militaire apportée à l'Éthiopie.

Depuis décembre, le sixième de la flotte de transport aérienne russe, soit 225 avions et une dizaine de navires soviétiques, déversent en Éthiopie des tonnes d'armements, lance-fusées, chars, missiles, fusils et munitions, qui dépassent de très loin les besoins défensifs de l'Éthiopie. Dans les milieux bien informés de l'OTAN on affirme en coulisse que le lancement du satellite soviétique « Cosmos 964 » aurait été effectué essentiellement pour coordonner ces opérations.

Les effectifs soviéto-cubains en Éthiopie ont plus que triplé, atteignant désormais 4 500 hommes. Ce n'est pas fini : à la Havane on continue de battre le rappel de 5 000 réservistes cubains.

Après la récente visite à Addis-Abéba du maréchal soviétique Dimitri Ustinov, un *« commandement stratégique »* de cinq officiers supérieurs soviétiques, neuf cubains et six éthiopiens a été mis en place.

Les objectifs soviétiques

Cet énorme déploiement de force a un objectif : reconquérir l'Ogaden à partir des villes de Harrar et de Dire Dawa, dans la province éthiopienne de Harrarghe.

Mais ce n'est pas le seul. Dans la foulée, les Soviétiques ambitionnent de rentrer en Somalie par la ville de Hargeisha, capitale de la région nord du pays et de foncer sur Berbéra, port située sur le golfe d'Aden où l'URSS bénéficiait de facilités jusqu'à l'expulsion, le 13 novembre 1977, de tous ses experts civils et militaires.

Plus encore la Somalie « à genoux » ne suffirait pas à la folle ambition de Brejnev. Son plan vise aussi la ville de Aisha, le long de la voie ferrée Djibouti-Addis abéba, et le port de Zeyla, près de Djibouti. Un moyen comme un autre de prendre pied dans ce territoire stratégique nouvellement indépendant, si convoité.

En consolidant les positions en Éthiopie, l'URSS rêve de s'implanter pour de bon dans cette région, directement rattachée au Moyen-Orient par le Nil et la mer Rouge. Elle prendrait aussi à revers l'Égypte et le Soudan, deux pays qui, comme la Somalie, ont osé secouer sa tutelle, chasser ses experts et dénoncer bien haut ses méfaits et ses ambitions.

La situation est donc réellement très grave dans la corne de l'Afrique. De leur côté, les USA continuent de pratiquer ostensiblement la politique de l'autruche, laissant les mains libres à l'offensive soviétique, comme en Angola, comme au Zaïre.

Le ministre somalien de l'Information vient même de révéler que *« l'URSS et les USA ont passé un accord tacite secret stipulant que Moscou empêcherait l'Éthiopie d'envahir la Somalie, à condition que, de son côté, Washington empêche l'Iran et l'Arabie saoudite, d'envoyer des armes en Somalie ».*

Le président Siad Barré, en dénonçant l'ambition hégémonique de l'URSS et l'attitude des deux superpuissances en Afrique, a lancé un pressant appel aux pays européens, pour qu'*« ils se réveillent avant qu'il ne soit trop tard ».* Il rappelle ainsi que l'agression soviétique en Afrique noire vise directement l'Europe qu'elle cherche à couper des matières premières qui lui sont nécessaires et à la bloquer dans ses communications maritimes.

Les pays du tiers monde dénoncent cette agression

De nombreux pays du tiers monde, et notamment d'Afrique, comme le Soudan, l'Égypte, le Sénégal, le Gabon, le Kenya ont déjà condamné vigoureusement l'agression soviéto-cubaine. De son côté, le président somalien a appelé le peuple de Somalie *« à ne jamais pardonner les atrocités criminelles qu'ils ont commises contre le peuple et à ne pas se laisser terroriser par leurs actions. »*

AB



Un combattant du Front de libération somalien de l'Ogaden.

International

Mineurs américains : 3e mois de grève

Contre vents et marées

Le vaste mouvement de grève déclenché par les mineurs de charbon américains, à l'occasion du renouvellement de leurs contrats de travail, est d'une grande importance.

Cette grève est dès à présent la plus longue qu'aient connues les régions minières américaines. De plus, les revendications mises en avant par les grévistes reflètent une conscience de classe plus avancée et plus combative que jamais.

Une des principales revendications porte sur le droit de grève que les employeurs veulent à tout prix limiter ou même supprimer. Il est vrai que les accords traîtres signés par les bureaucrates du syndicat des mineurs avec les représentants des mines en 1974, accords qui acceptaient et ratifiaient la limitation du droit de grève, avaient été très mal accueillis par la base. Celle-ci, avait alors déclenché toute une série de grèves sauvages pour reconquérir ce droit fondamental : l'arrêt du travail, arme des plus efficaces dans les mains des travailleurs ainsi que pour l'obtention d'autres revendications comme l'arrêt des attaques patronales sur les taux de couverture des assurances maladies, le problème des retraites des vieux mineurs, et l'amélioration de la sécurité dans les puits (ceux-ci sont parmi les plus meurtriers du monde).

Implanter toujours plus profondément le syndicat

Parallèlement à cela, la base continuait à déclencher des mouvements de revendications et des arrêts de travail pour arracher aux patrons le droit d'implanter le syndicat dans de nouveaux puits. En cela, les mineurs n'étaient guère aidés par les bureaucrates syndicaux dont le souci majeur était et reste d'obtenir une image de respectabilité aux yeux de la puissante Association des producteurs de bithume et de charbon. Ainsi, depuis quelques années, on a pu constater un certain recul de l'implantation su Syndicat qui ne représenta plus que 50 % du nombre total des mineurs du pays. Ceci est sans aucun doute un atout important dans les mains des employeurs qui espèrent ainsi continuer à produire du charbon en période de grève décrétée par le syndicat. De leur côté, les dirigeants syndicaux ne font rien pour étendre l'implantation de leur organisation, bien au contraire. Des centaines de demandes d'adhésions arrivent à des mineurs de base syndiqués, mais les responsables refusent de distribuer de nouvelles cartes. Ils ont peur en effet de se voir déborder par la base qui accepte de moins en moins la politique des magouilles au sommet entre leurs dirigeants et les employeurs.

Les bureaucrates syndicaux sabotent la lutte

On voit ainsi se développer un fort mouvement de lutte de classe au sein du syndicat : installation de piquets de grève à l'entrée des puits non syndiqués, campagne de recrutement de nouveaux membres pour le syndicat, attaque de camions de transport de charbon, de trains, destruction de matériel appartenant à des mines « non syndiquées » etc.... Arnold Miller, président du syndicat, s'oppose bien entendu à ces formes de lutte qu'il attribue à des « extrémistes », mais les mineurs ne se laissent pas tromper par cette propagande mensongère. D'ailleurs, la presse réactionnaire aussi bien que nationale (le New York Times) que locale, accompagnée en cela par la presse révisionniste (Daily World), dépensent beaucoup d'encre sur les extrémistes, communistes, ou « maoïstes » qui seraient les principaux instigateurs des grèves sauvages, des formes de lutte dures, des piquets de grève à l'entrée des puits « non syndiqués » etc. Cela reflète en réalité la peur que suscitent les luttes actuelles chez la bourgeoisie et les bonzes syndicaux.

La violence de la bourgeoisie s'est rapidement manifestée. Deux mineurs ont déjà été assassinés par des milices patronales armées, les piquets de grève sont attaqués par la police et les shérifs, des centaines de mineurs sont arrêtés, mais la détermination reste grande et n'est nullement entamée par la violence fasciste du patronat.

Non aux négociations secrètes

On parle depuis quelques jours, d'un accord survenu entre le syndicat et l'organisation patronale des charbonnages, mais son contenu ne nous est pas encore connu à l'heure où nous écrivons cet article. Ce que l'on peut dire en revanche, c'est que la base avait eu vent, courant décembre, d'un accord secret à l'époque , entre les bureaucrates syndicaux et le patronat, donnant à l'employeur le droit de licencier surle-champ tout travailleur participant à une grève sauvage. Cette fuite avait aussitôt suscité une vague de colère parmi l'ensemble des quelques 200 000 mineurs. Depuis lors, la base demande avec insistance que les négociations se déroulent au grand jour et que les mineurs soient tenus au courant point par point de leur déroulement. Il est certain qu'à l'issue de ce conflit, les bureaucrates syndicaux ne sortiront pas grandis bien au contraire, aux yeux des travailleurs. Leurs manœuvres de collaboration de classe auront été démasquées par la base qui se méfiera de plus en plus de ses dirigeants soit-disant réformistes et progressistes qui se rendent aux tables de négociations en superbes Cadillac noires achetées avec l'argent des travailleurs.

Mais quelque soit le résultat du vote des mineurs, on peut être sûr que les grèves recommenceront très rapidement si l'accord foule aux pieds le droit de grève ainsi que d'autres revendications fondamentales des mineurs. Comme dans chaque conflit dans les mines, les travailleurs se sont organisés pour pouvoir tenir le plus longtemps possible. Certains avaient accumulé des provisions depuis plusieurs mois en prévision de la grève, et ils sont prêts à poursuivre leur lutte jusqu'à la victoire. Une fois de plus les mineurs américains montrent une détermination et une conscience politique avancée. A l'avant-garde de la lutte de classe américaine, ils ont gagné la sympathie et le soutien des larges masses travailleuses et progressistes des USA et du monde entier.

Michel Bataille.



Tous unis les mineurs vaincront !

Grève des PTT

UN VACATAIRE LICENCIÉ : TOUS LES POSTIERS CONCERNÉS

Un peu plus de trois années après la grève de six semaines qui paralysa les services postaux d'octobre à décembre 1974, les postiers sont de nouveau passés à l'action. Leurs revendications restent à peu près les mêmes car, dans les postes, la situation n'a fait qu'empirer pour les travailleurs.

Si le mouvement s'est effrité rapidement, faute de direction et de perspectives, il témoigne cependant de la combativité importante des travailleurs qui n'hésitent pas à recourir à la grève, quelques semaines avant les élections. Comme si les promesses faites par la gauche, que tout changerait avec un « bon vote » étaient de moins en moins crédibles.

Le 27 octobre 1977, François Llamas, vacataire (120 h par mois, payées au SMIC horaire) au centre de tri automatique de Créteil (CTA), est licencié. Le motif ?

Ayant refusé d'effectuer le chargement d'un camion pendant le temps de pause, Llamas reçoit un PV (il s'agit d'une sanction), il refuse le PV et le déchire. C'est cette juste attitude qui lui vaut le licenciement.

Pendant trois mois, ses camarades l'aideront à se maintenir à son poste de travail, contre le licenciement prononcé par la direction départementale.

Trois mois de lutte persévérante, menée par les postiers de Créteil et leurs sections syndicales CGT et CFDT.

« Il lui a été plusieurs fois demandé de quitter le centre. Devant son refus, l'administration a demandé à la justice de confirmer sa décision, le tribunal de grande instance de Paris a fait droit de cette demande par une ordonnance de référé, rendue le 30 décembre 1977. En dépit de cet arrêt de justice, l'agent continue à se maintenir dans le centre, malgré la notification qui lui a été faite par huissier. L'administration a demandé au commissaire de police, chargé de suivre l'affaire, de convoquer l'intéressé qui a refusé de se rendre au commissariat ».

Ce sont les termes mêmes d'une lettre du ministère relative à l'affaire.

Au lieu du commissariat, c'est à la direction départementale des Postes du Val-de-Marne que Llamas et ses camarades iront pour demander des comptes.

C'est là qu'apparaissent les élus de service : Cathala, maire PS de Créteil et Germa, président PCF du conseil général (celui que les postiers appellent « super-sapé » et auquel le directeur départemental dira *« ce n'est pas en tant que président que je vous reçois, mais comme ami ».)* . .

Venus parader dans le rôle de messieurs bons-offices, ils en seront pour leurs frais.



Les postiers occupent

Les postiers, devant la fin de non-recevoir de la direction, décident d'occuper. L'occupation, entamée par une cinquantaine de personnes dans l'après-midi, se renforcera jusqu'à rassembler 200 postiers.

A 23 h 30, les flics bouclent le quartier et font évacuer la direction départementale. Aussitôt après, le samedi 28 janvier, à 2 h du matin, commence l'occupation du CTA de Créteil.

Moins d'une semaine plus tard, le vendredi 3 février, au petit matin, les flics forcent l'entrée du centre et le font évacuer. Sur la voie ferrée toute proche, retentissent les sifflets des trains, actionnés par les cheminots, solidaires des grévistes.

Une journée d'action (la nième) avait été programmée, pour le 8 janvier, par les directions fédérales CGT et CFDT, mais dès qu'est connue la nouvelle de l'intervention des flics, les assemblées générales se multiplient dans les centres de tri et les bureaux de la région parisienne. Un peu partout, les brigades décident la grève. Le mouvement s'étend rapidement. Dès le samedi, il gagne la province. Grève qui se moque du préavis, comme le constate un communiqué de la direction des Postes de Paris :

« Suite dépôt-préavis CGT-CFDT, agents en fonction région parisienne, seuls couverts journée 9 février. Tout autre arrêt de travail est illégal. En informer le personnel ».

Un profond mécontentement

Déclenchée par soli[illegible]té, si la grève a pri[illegible]t d'ampleur, c'est qu'au [illegible] la situation au CT[illegible] Créteil, c'est celle qui vaut partout dans les P[illegible].

Depuis quelques mois, la répression est à l'ordre du jour un peu partout. Licenciements et suspensions à Saint-Lazare, au PLM, au Landy, à la Recette principale, à la gare du Nord. Llamas est loin d'être une exception.

Et puis, aux PTT comme ailleurs, l'État capitaliste restructure, rentabilise sur le dos des travailleurs. C'est tout le système de tri qui est en train d'être modifié. Depuis 1974, de nouveaux centres ont été mis en place dans la région parisienne : Créteil, Nanterre, Issy-les-Moulineaux... Le tri automatique y remplace le tri manuel, machines nouvelles, conditions de travail plus dures.

Déjà à Orléans La Source le tri est entièrement automatisé. Dans les centres de tri, dans les bureaux, c'est la multiplication des auxiliaires, stagiaires, autant de statuts non-titulaires qui permettent à l'administration de jouer avec les effectifs, d'exercer des pressions par le chantage permanent au licenciement, de sous-payer, de remettre en cause les avantages acquis. Le mythe de la sécurité de l'emploi aux PTT, a fait long feu. Dans ces conditions les revendications sont nombreuses et urgentes, le mécontentement profond. Créteil, c'est le détonnateur, les postiers tous ensemble engagent la lutte.

L'effritement. Pourquoi ?

Ils sont plus de cinq mille, jeunes, combatifs, mais à l'issue de la manifestation chacun est convié à retourner dans son centre, sans perspectives pour poursuivre et organiser cette grève qui, pourtant a pris, le temps d'un week-end, une ampleur nationale. Cet effritement ira en s'accentuant et quelques jours plus tard, seul Créteil et d'autres centres de tri de la banlieue seront encore en grève. Pourquoi ? Les dirigeants des fédérations CGT et CFDT, avaient mis trois mois avant de parler de la lutte contre le licenciement de Llamas à Créteil. Quand la grève se déclenche, dans tous les centres, ils sont dans le mouvement, comment faire autrement ? Mais ce mouvement, ils ne l,ont pas voulu et les appels enflammés à la lutte qu'ils ont lancés dans quelques centres n'y changent rien. Tout au plus certains ont saisi cette occasion pour essayer de redorer un blason de lutteur singulièrement terni. Quand ceux-là mêmes qui s'étaient faits les complices du licenciement de Menvielle au centre de tri PLM, firent le tour des brigades appelant à la grève pour la réintégration de Llamas, plus d'un postier se posa des questions.

Tandis que les dirigeants PCF et CERES de la CGT et de la CFDT, font semblant de soutenir la grève, la position de F.O a le mérite de d'être claire : *« elle refuse d'apporter sa caution à un mouvement destiné à effrayer ceux pour qui la gauche est, malgré tout un choix, rassurant ».* FO a pratiquement fait cause commune avec les flics à Créteil.

Des revendications pour unir tous les postiers, des perspectives claires voilà ce qui a manqué au mouvement. Les dirigeants des fédérations n'avaient nullement l'intention de l'organiser ni de le développer. Quant à unir tous les postiers, ils en sont incapables. Ainsi la revendication légitime de cumul de congés des postiers Antillais, Guyanais, Réunionnais, ils refusent de la prendre en compte.

Pour ces dirigeants, l'échec du mouvement ne sera qu'une occasion de plus pour appeler à « en finir » par un « bon vote » le 12 mars. Les postiers n'ont rien à attendre d'eux.

Pierre MARCEAU

François Llamas au milieu de ses camarades à la manifestation du 6 février à Paris.



Vacataires, auxiliaires

UNE BATAILLE : LA TITULARISATION

Le licenciement de François Llamas, vacataire au tri de Créteil-CTA, celui de Patricia Guy, hors statut à l'Institut national de l'audiovisuel (société issue de l'ex-ORTF), celui de vacataires et auxiliaires de l'enseignement dans l'académie de Versailles a posé aux yeux de tous les travailleurs le problème de la titularisation de tous ces personnels.

20 000 nouveaux vacataires embauchés au titre de l'opération « jeunes-emploi », sont venus s'ajouter à la cohorte des auxiliaires, hors statuts, etc. qui existaient déjà dans le secteur public et nationalisé.

Les vacataires

En 1946, après de dures luttes, les travailleurs des PTT et autres secteurs obtenaient le statut de fonctionnaire qui donnait entre autres la garantie de l'emploi. Rapidement, la bourgeoisie biaisa et créa l'auxiliariat, c'est-à-dire tout une série de personnels sans aucune sécurité de l'emploi.

Mais les luttes menées, la grande grève des PTT de 1953 l'obligèrent à titulariser bon nombre d'auxiliaires. Elle en réembaucha d'autres, et au fil des ans, créa une nouvelle catégorie de personnels appelés, selon les cas, hors-statuts, vacataires, etc. qui sont licenciés à souhait, sans aucun préavis de licenciement, aucune indemnité, aucun contrat à titre déterminé ou indéterminé.

Conjoncturellement, pour cacher une partie des chômeurs et avec des idées électoralistes en tête, Barre a assoupli les mesures concernant les vacataires embauchés au titre de l'opération « jeunes-emploi ».

D'ailleurs FO, qui est généralement assez bien renseigné, a dit qu'à l'heure actuelle, il existait 20 000 de ces vacataires dans l'ensemble de la fonction publique et qu'ils avaient été embauchés à compter du 1er juillet 1977 par contrats trimestriels renouvelables jusqu'à concurrence d'un an et ne pouvaient être licenciés, sauf « faute grave » avant le 1er juillet 1978 : le 1er juillet 1978, les sommes allouées seront épuisées, les élections passées, la bourgeoisie espère pouvoir respirer.

Les luttes

L'occupation du centre de tri de Créteil-CTA, l'occupation d'un des centres de l'INA à Bry-sur-Marne, la grève des postiers qui s'est assez rapidement développée, tout cela montre la grande combativité des travailleurs du secteur public, nationalisé ou assimilé avec, comme objectif, la titularisation des vacataires, auxiliaires ou diverses autres variantes.

A l'Équipement, 40 % du personnel est non-titulaire, à l'INA, 50 %, aux PTT de 25 à 30 % selon les secteurs ce qui est considérable.

Une volonté : la titularisation

Que la grève à l'INA ou aux PTT ait comme objectif la titularisation montre le chemin parcouru dans la prise de conscience des travailleurs. Pourquoi ?

De tous temps, la bourgeoisie a essayé de diviser titulaires, auxiliaires et vacataires, opposant les uns aux autres en disant notammment que si les auxiliaires ou les vacataires étaient titulaires sur place (ce qui est très populaire comme revendication chez les auxiliaires), les titulaires seraient contraints à rester plus longtemps hors de chez eux.

Cette division est d'ailleurs savamment entretenue par les directions syndicales qui ne s'intéressent aux problèmes des vacataires et auxiliaires que pour mieux se servir d'eux comme masse de manœuvre. C'est ce que montre leur comportement à l'égard des postiers dans la présente grève déclenchée à cinq semaines des législatives.

Y. L

MAITRE-AUXILIAIRE A L'EDUCATION NATIONALE

Au printemps dernier, un fort mouvement de lutte des maîtres-auxiliaires qui avaient comme mot d'ordre principal : « Titularisation des auxiliaires », *avait éclaté. Le 9 juin 1977, une délégation de maîtres-auxiliaires, se rendant au ministère, avait été sauvagement agressée par les flics. Un des délégués était resté 25 minutes au sol sous la pluie. Depuis 1970, ce sont plus de quarante mille maîtres auxiliaires qui ont été licenciés.*



Remous dans la CGT

« Nous avons suffisamment d'autorité pour garantir à un gouvernement de gauche qui respectera ses engagements l'économie de la plupart des conflits sociaux. En y mettant le prix, un gouvernement de gauche peut avoir en nous bien mieux que des alliés : des partenaires. ».

C'est en ces termes que Séguy, répondant à l'« Expansion » (No 115, février 1978, de cette revue patronale), définissait, ces jours-ci, le rôle qu'il compte attribuer à la CGT en cas de victoire de la gauche en mars 1978 ; mieux que des alliés : des partenaires et la paix sociale garantie ! Peut-on être plus clair ?

Quant aux conditions posées, il s'agit que le gouvernement de gauche *« respecte ses engagements »*, c'est-à-dire, comme il le précise, le programme de nationalisations, avec PDG élus et non désignés par le gouvernement.

Ces conditions sont celles du PCF, celles qui ont fait l'objet de l'âpre dispute que l'on sait entre PC et PS, pour le partage d'un pouvoir que les élections de mars peuvent leur donner.

Ainsi, si l'éventuel gouvernement de gauche qui sortira des urnes en mars *« y met le prix »*, donc s'il satisfait suffisamment aux exigences du PC, alors la CGT jouera de « son autorité » pour briser les conflits et imposer le silence à la classe ouvrière !

« La CGT peut-elle cautionner une politique d'austérité, comme elle l'a fait en 1944 ? ».

Séguy répond encore dans l'« Expansion » :

« Si nous avons appelé les travailleurs (en 1944) à travailler d'arrache-pied, nous ne leur avons jamais demandé de renoncer à leurs revendications ». Est-ce vrai ? Lorsque, face au mot d'ordre *« Produire, produire, produire »*, les travailleurs manifestaient alors leurs vives réticences, Thorez leur répondait : *« Nous n'avons que faire des paresseux »* ; lorsque les mineurs entraient en lutte contre les porions qui soutenaient l'oppression capitaliste, voilà ce qu'en disait encore Thorez, secrétaire général du PCF, ministre sous De Gaulle, et « militant » de la Fédération CGT des mineurs :

« Je le dis franchement : il est impossible d'approuver la moindre grève (...) On fait grève parce que le nez du porion ne revient pas au délégué. C'est un scandale, c'est une honte, c'est une faute très grave contre le syndicat et l'intérêt des mineurs (...) Et, sous prétexte que l'on a sanctionné le délégué mineur, on recommence la grève jusqu'à jeudi soir et on a eu de la peine hier à faire reprendre le travail (...) Ce n'est pas ainsi qu'on travaille pour le pays ». (Tome 21, œuvres de Maurice Thorez, Éditions sociales).

Alors, n'a-t-on pas demandé aux travailleurs de renoncer à leurs revendications ?

Et aujourd'hui, lorsque l'« Humanité » de Marchais commente l'appui du PCI au plan d'austérité italien, c'est pour dire : *« L'austérité, dans la conception du PCI et dans les conditions de l'Italie, doit devenir le levier d'une transformation profonde de toute la société vers plus de justice, dans l'intérêt des travailleurs, de la nation ».* Et comment ? *« Les couches intermédiaires* (entre riches et pauvres NDLR)... *doivent, d'une manière ou d'une autre, et compte-tenu de leurs possibilités, contribuer à l'effort de rénovation nationale ».* Quant à *« la partie de la classe ouvrière bénéficiant d'avantages acquis légitimement dans les luttes... on peut lui demander de limiter provisoirement ses revendications ».* (« Humanité » du 30 janvier).

Et n'est-ce donc pas parce qu'au sein de la CGT, bien des réticences se font jour face à de telles perspectives, que la « Vie ouvrière » ne consacre pas moins de onze pages, dans son numéro du 30 janvier au 5 février, à ces remous négligeables pourtant, paraît-il, et que *« grossirait artificiellement la grande presse »* ?

– Quatre pages intitulées *« Après les attaques du Parti socialiste, la CGT toute entière pour son indépendance ».*

– Deux pages intitulées *« Du compromis à la compromission »*, à propos du Parti socialiste portugais

– Cinq pages sur l'après 1945 et la scission syndicale de 1947, période pendant laquelle *« la bourgeoisie française visait donc (...) à briser l'alliance des partis de gauche majoritaires à l'Assemblée nationale et à obtenir la scission de la CGT réunifiée »* et où l'on faisait grand bruit *« y compris dans la presse socialiste »* sur de *« soi-disant remous dans la CGT ».* (« Vie ouvrière » page 30 et suivantes).

Cela fait beaucoup d'efforts pour affirmer, contre l'évidence, l'indépendance de la CGT à l'égard du PCF ; cela fait beaucoup d'efforts pour faire porter au PS le chapeau de lendemains qui ne chanteraient guère, et encore essayer de passer pour les meilleurs défenseurs des travailleurs !

La réalité, de mieux en mieux perçue, y compris à la CGT, c'est qu'à gauche, côté PS comme côté PC, il n'est aussi question que de résorber la crise dans le cadre du système capitaliste.

La réalité, perçue par des travailleurs toujours plus nombreux, c'est que les Séguy, Krasuki et Cie font de la CGT un instrument au service du projet du PCF (un capitalisme plus bureaucratique et plus d'État) et veulent en faire un syndicat à la polonaise.

La réalité, c'est que, gouvernement de droite ou de gauche, avec ou sans ministres « communistes », il faut combattre le capitalisme, mener la lutte classe contre classe, classe ouvrière contre classe bourgeoise, son État et son gouvernement.

Il faut que la classe ouvrière conquiert sa totale indépendance à l'égard de tout parti gérant ou s'apprêtant à gérer le capitalisme !

Les dirigeants de la CGT peuvent noircir toutes les pages de la « Vie ouvrière », ils ne parviennent et ne parviendront pas à entraîner la classe ouvrière à se battre pour des fauteuils de ministres !

Jacques DUROC

«Racines»

Un brevet d'antiracisme à bon marché

Pendant plusieurs semaines, la télévision a diffusé un feuilleton qui a connu un énorme succès commercial aux États-Unis « Racines ». Il retrace l'histoire des Noirs américains depuis leur arrivée aux États-Unis dans les bateaux des négriers.

Si ce feuilleton a la vertu de montrer — encore que très édulcorées — les atrocités de l'esclavage, il se garde bien de désigner le responsable de ce système inhumain : le système capitaliste naissant en Angleterre et aux États-Unis. Ce faisant, il cantonne le téléspectateur dans une révolte très abstraite contre les méchants esclavagistes blancs et disculpe le système lui-même.

Dès les deux premiers épisodes, ce but transparait nettement. La caméra s'attarde sur le conflit moral qui oppose le « bon » capitaine du bateau négrier, en proie à des remords, parce que, quoique fervent croyant, il est « obligé » de se livrer au trafic d'esclaves pour gagner sa vie, au « méchant » esclavagiste.

Comme est né ce système ? La réponse est dictée au télespectateur : il s'agit des mauvais Blancs qui voulaient tirer profit des Noirs.

Outre cela, l'Afrique de cette époque (XVIIIe siècle) est dépeinte de façon tout à fait fausse.

Les historiens qui ont participé au débat qui a suivi la diffusion des deux premiers épisodes du feuilleton ont bien montré les nombreuses inexactitudes historiques qu'il contient.



Une image du feuilleton « Racines ».

On sait notamment que, dès cette époque, l'Afrique connaissait de brillantes civilisations, avec des États parfaitement organisés, dont témoignèrent, entre autres, les navigateurs portugais, en particulier dans les royaumes du Congo et de l'actuelle Gambie, où se situe précisément l'action du film.

Les scènes d'initiation sont là pour conforter le public dans l'idée, répandue par les colonisateurs et les esclavagistes, d'une Afrique sauvage, ignorante, cruelle que les bons civilisateurs blancs sont venus tirer des ténèbres.

Enfin, les Noirs capturés par l'esclavagiste nous sont montrés comme des proies relativement dociles et impuissantes qui se révoltent parfois individuellement.

Rien n'est dit des révoltes de royaumes entiers contre les esclavagistes, conduites par les rois africains, ou des révoltes des sujets contre les rois qui acceptaient la traite, notamment en Gambie.

L'orientation des autres épisodes est la même. Pour plus de confusion, le « dressage » du héros, Kounta Kinte, une fois acheté aux États-Unis, est confié à un autre Noir, fidèle serviteur du maitre blanc qui, quoique cela lui pose des problèmes moraux, est amené à user de méthodes brutales envers lui. Qui donc était responsable des atrocités commises, les contremaitres ou le système lui-même ?

Le film laisse penser que le sort des esclaves dépendait du maitre, bon ou mauvais, sur lequel ils tombaient. De la chance, en d'autres termes.

Le feuilleton montre ensuite Kounta Kinte comme esclave-domestique, c'est-à-dire jouissant de privilèges qui n'était pas le fait de l'énorme majorité des esclaves qui travaillaient dans les plantations, premier but du système esclavagiste.

Par ailleurs, le feuilleton attribue à la femme noire le rôle de modératrice des révoltes. Il en est ainsi pour la femme de Kounta Kinte qui ne cesse de le « calmer », de lui prôner la résignation et l'intégration dans le système esclavagiste.

Enfin, rien n'est dit des deux-cent-cinquante révoltes qui marquèrent l'histoire de l'esclavage aux États-Unis ; notamment, le soulèvement conduit en 1859 par John Brown. Les insurgés occupèrent alors un arsenal et capturèrent plusieurs propriétaires d'esclaves. Encerclés par les troupes des propriétaires, ils combattirent jusqu'au bout, inébranlablement.

L'histoire de l'esclavage illustre bien cette vérité, énoncée par Marx que *« le capital arrive au monde suant le sang et la boue par tous les pores »* (Le Capital).

Après avoir chassé et massacré les Indiens, les colons anglais développèrent en Amérique trois systèmes de propriété paysanne : le système des moyennes propriétés, le système esclavagiste et le système de propriété féodale.

C'est dans le Sud principalement que s'établit le système esclavagiste. Ceci est dû au fait que la terre, étant encore accessible à n'importe qui, il manquait de travailleurs libres pour mettre en valeur les exploitations agricoles. Il fallait donc adopter un moyen artificiel pour attacher le travailleur à la terre : le système esclavagiste.

Les immigrants blancs eurent également à souffrir de ce système au début : en effet, trop pauvres pour se payer le voyage d'Europe en Amérique, ils étaient contraints de signer un contrat par lequel ils s'engageaient à servir gratuitement pendant trois à sept ans pour les colons qui leur payaient les frais de voyage.

La traite des Noirs saigna le continent africain de ses hommes et est à l'origine de son retard économique actuel.

Les négriers retirèrent des bénéfices exorbitants du commerce d'esclaves qui furent une des bases du développement capitaliste des colonies américaines de l'Angleterre, puis des États-Unis après leur indépendance. Le nombre d'esclaves passe de 697 000 en 1790 à 4 000 000 en 1860. Un des aspects les plus ignobles de la traite des Noirs, que ne montre pas le feuilleton, fut que les négriers en vinrent à gérer la reproduction des esclaves devenus des marchandises extrêmement rentables.

« Sans esclavage, vous n'avez pas de coton ; sans le coton, vous n'avez pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné leur valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce de l'univers qui est la condition de la grande industrie » expliquait Marx dans « Misère de la philosophie ».

Dès le début, les prolétaires américains s'opposèrent au système esclavagiste. La première organisation de caractère national de la classe ouvrière, « le Club des communistes », créée en 1852, prôna l'abolition de l'esclavage. Marx en personne fut correspondant du « New-York Daily Tribune » qui dirigea le le mouvement abolitionniste.

Après l'abolition de l'esclavage, en 1863, pendant la guerre de Sécession qui mit aux prises le Nord et le Sud, le sort des anciens esclaves ne changea pas fondamentalement pour autant.

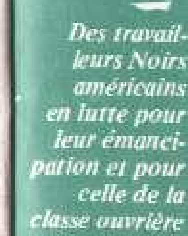
Lénine remarque très justement que *« après avoir "libéré" les Noirs, la bourgeoisie américaine s'est efforcée, sur la base du capitalisme "libre" et républicain-démocrate, de rétablir tout ce qui pouvait l'être, de faire le possible et l'impossible pour opprimer les Noirs de la façon la plus éhontée et la plus vile »*.

Par la diffusion de ce feuilleton, la bourgeoisie américaine cherche à se donner un visage de démocrate en prétendant que c'est elle qui a mis fin à l'esclavage en combattant contre les Sudistes et en voulant montrer que, somme toute, au regard du passé, la condition des Noirs aux États-Unis est enviable.

Rien n'est plus faux, évidemment. L'histoire de ces dernières années est marquée par les révoltes des Noirs contre le système inique de l'esclavage salarié dont ils ont à souffrir en premier lieu. Soumis à la discrimination raciale, effectuant les métiers les moins qualifiés et les moins payés, les Noirs américains sont les premiers à souffrir du chômage qui sévit actuellement aux États-Unis.

« Avec le soutien de plus de 90 % de la population du monde entier, la juste lutte des Noirs américains sera nécessairement victorieuse. L'exécrable système colonialiste et impérialiste, dont la prospérité a débuté avec l'asservissement et la traite des Noirs, disparaitra avec l'émancipation complète des Noirs », écrivait Mao Tsé-toung dans un appel à la lutte contre la discrimination raciale.

Pierre DELAUBE



Des travailleurs Noirs américains en lutte pour leur émancipation et pour celle de la classe ouvrière



Note de lecture

HISTOIRE ECONOMIQUE DES GRANDS PAYS CAPITALISTES

Les Editions du Centenaire ont édité tour à tour « Etudions l'Economie Politique », retraçant les lois fondamentales de l'économie capitaliste, « Sur le matérialisme dialectique », qui explique les fondements de la science marxiste et, « L'impérialisme aujourd'hui » permettant une meilleure compréhension de la situation internationale actuelle. Aujourd'hui, le dernier ouvrage paru constitue un complément indispensable à la lecture des éditions précédentes.

Ce livre de 546 pages nous donne d'abord une vision globale des étapes du développement historique du système capitaliste en général : naissance du capitalisme au sein de la société féodale - révolution antiféodale - montée du capitalisme et crise. Face aux théories des économistes bourgeois déformant à volonté l'histoire, il met concrètement en lumière les fondements de l'apparition du capitalisme : il décrit les bases de la production capitaliste reposant sur la force et la barbarie, l'accumulation primitive du capital fondée d'une part, sur l'expropriation des paysans qui s'est faite sous des formes différentes selon les pays et d'autre part, sur le pillage colonialiste.

Le livre analyse ensuite l'évolution économique de l'Angleterre, des USA, France, Allemagne et Japon, en fonction, pour chacun d'eux, de leur situation concrète. A l'aide de mille exemples précis, de chiffres, il explique le développement de leur économie capitaliste.

L'histoire de l'apparition et du développement du capitalisme, c'est l'histoire sanglante de la bourgeoisie qui exploita impitoyablement le peuple et pilla ses colonies. L'analyse détaillée, approfondie du premier modèle de l'accumulation primitive du capital que fut l'Angleterre en est une démonstration vivante. Le vaste mouvement d'« enclosures » des seigneurs féodaux expropriant les paysans fournit au développement du capitalisme une grande masse d'ouvriers salariés. Grâce au pillage des colonies, l'Angleterre accumula des capitaux nécessaires au développement de la grande industrie capitaliste. Dès le 16e siècle, tous ces facteurs permirent l'essor de la manufacture qui prépara la base technique nécessaire au passage à la grande production mécanisée. La révolution industrielle, c'est donc le résultat de ce long développement historique et non un fait accidentel dû à des génies, comme voudraient le faire croire les théories bourgeoises.

Contre le mythe propagé par la bourgeoisie du caractère exceptionnel du système américain, contre le mythe du pionnier, le livre montre de façon vivante et concrète comment le capitalisme américain a pu se développer plus vite que les autres pays capitalistes et devenir très vite une superpuissance impérialiste : pas de système féodal très enraciné, importance du marché intérieur dû à l'unification du Nord et du Sud, et à l'afflux d'immigrés européens, utilisation à fond de la force de travail et des succès techniques des pays étrangers, pillage (Indiens...) et expansion vers l'étranger. D'où, un développement énorme des forces productives, une très forte concentration industrielle et bancaire. La contrepartie de cette recherche effrénée du profit, ce sont les systèmes Ford-Taylor — « systèmes du sang et de la sueur » et l'appauvrissement de la classe ouvrière.

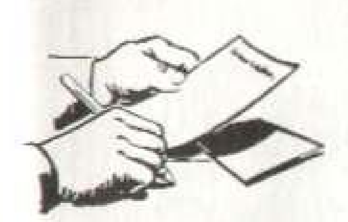
L'ouvrage apporte quantité de précisions permettant de saisir comment s'est développé le capitalisme monopoliste d'Etat allemand sous la dictature fasciste, comment s'est faite l'union entre la bourgeoisie monopoliste et le pouvoir d'Etat, les uns Thyssen-Krupp, entrant dans l'appareil d'Etat, les autres Hitler Goering, s'enrichissant.

De plus, à travers l'histoire économique des pays, est expliquée la base économique et les conséquences de tous les grands faits historiques. Par exemple, on voit combien la première guerre mondiale poussa le capitalisme monopoliste US vers un capitalisme monopoliste d'Etat (création d'organismes économiques d'Etat créés par les représentants des monopoles et facilitant leur renforcement...). On voit combien l'économie capitaliste anglaise ayant atteint son stade suprême sortit de cette guerre affaiblie en s'endettant auprès de son jeune rival, les USA et en voyant s'effondrer son empire colonial sous les premiers coups de la lutte des pays colonisés encouragés par la Révolution d'Octobre.

Ce livre fourmille de mille précisions. Il nous offre une étude extrêmement fouillée du développement économique de ces pays, sans jamais oublier d'analyser les conséquences de chaque fait sur les conditions de la classe ouvrière et des luttes qu'elle y a engendrées. Un livre absolument à lire et à étudier.

Vous pouvez commander ce livre traduit du chinois

Aux librairies « Les Herbes sauvages », 70, rue de Belleville, Paris 20e et « La Force du livre », 33, rue René Leynaud, 69001 — Lyon. Et par correspondance à E100, 24, rue Philippe de Girard, 75010 — Paris.
(38 F l'exemplaire).



Les lecteurs ont la parole

(Suite de la page 2)

Camarades,

Je vous félicite pour votre journal qui permet à des chômeuses (comme moi) et chômeurs, à la bourse plutôt plate, d'avoir des informations politiques et sociales à un prix modique.

C'est avec regret que je n'ai pu vous aider lorsque vous en avez eu besoin. Aussi ce fut avec joie que je constatai que vous aviez surmonté vos difficultés financières.

Voilà deux ans que je suis au chômage et j'ai vingt ans maintenant et toujours sans boulot. Certains, certaines ont choisi la fuite dans la drogue, le suicide. Quand j'eus surmonté le désespoir dans lequel je sombrai, quand je me vis ainsi sans travail, je décidai d'utiliser mon chômage forcé pour m'éduquer, m'instruire politiquement et je pense que lorsque je me sentirai capable, je ferai ma demande pour adhérer à votre parti.

Je voudrais parler un peu des femmes et de leur émancipation qui est liée à la lutte des classes. Je sais que faire et réussir la révolution sociale ne suffira pas à émanciper en réalité les femmes et le prolétariat (en général) il faudra après, lutter contre la bourgeoisie intérieure et extérieure, assurer la dictature du prolétariat et en même temps les femmes devront lutter par la persuasion contre les préjugés à leur encontre (qui ne viennent pas hélas que des hommes, mais des femmes aussi que l'on a persuadées de leur prétendue infériorité).

Un homme qui dit et pense que la femme est inférieure à l'homme est un homme malhonnête et à l'esprit fort peu scientifique, puisque la biologie le dément et assure même que physiologiquement le femme est supérieure à l'homme (cf. « La recherche » de janvier 78).

Donc pour moi un homme qui refuse l'égalité des sexes est un bourgeois ou un prolétaire bourgeois. Si l'on a l'esprit scientifique (j'entends par là, une conception scientifique du monde), on ne peut nier l'absolue égalité des sexes et des races. On a trop nié, l'existence de femmes savantes et de génie au cours de l'histoire (malgré les discriminations), on a trop souvent nié le fait que la femme prolétaire (on dit simplement la femme) comme s'il n'y avait pas de différence de classe) a de tout temps fait un travail productif, elle n'est pas toujours restée au foyer, les femmes du peuple ont de tout temps fait un travail productif, même si depuis longtemps elles s'occupaient seules des enfants. (...)

Encore merci, pour votre journal, il m'éclaire sur des choses, des faits qui m'étaient encore obscurs. Et c'est avec plaisir que j'ai pris ma plume et le papier à lettre qui m'a été offert (je n'ai pas eu comme certaines une voiture pour Noël, car chez moi on est des prolos depuis la nuit des temps, mon grand père décédé dans un accident de travail - eh oui, lui aussi ! était un vrai communiste, un « stalinien » comme disent les révisos), pour vous envoyer mes félicitations et vous parler de certains points.

Bonne chance à votre journal et à votre parti.
Vive l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne !

A LA MEMOIRE DE NOTRE CAMARADE ABEL GILLES

Abel Gilles est mort le 9 janvier 1978, à l'âge de 47 ans.

Ouvrier en chaussures à l'usine Réo, il a participé à la lutte des travailleurs dès le début de l'occupation et s'est battu contre les licenciements avec tous les travailleurs en lutte. Les efforts qu'il a dû fournir au cours de cette lutte, dans les manifestations, dans les diverses actions, dans les gardes de nuit, ont sans doute achevé de ruiner sa santé. Depuis longtemps déjà, il était malade et obligé de prendre régulièrement du repos.

Après avoir rejoint les rangs des marxistes-léninistes, il avait participé à notre combat et avait pris notamment la parole lors d'une manifestation à Rennes. Puis, il nous avait quittés pour diverses raisons, mais il était resté un camarade proche de nos rangs.

Le drapeau rouge qui couvrait son cercueil restera pour nous le symbole de sa lutte. Comble de l'ironie, le jour même de ses obsèques, la justice bourgeoise le citait pour l'expulser de l'entreprise Réo.

Il a été jusqu'au bout dans la lutte.
Il restera jusqu'au bout dans nos mémoires.

Correspondant HR Fougères

DEMANDE DE CONTACT

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :
Nom ....
Prénom ....
Adresse ....
Signature ....

Quand ils étaient ministres...

Thorez contre les mineurs

Les dirigeants du PCF n'ont pas trahi brusquement les intérêts fondamentaux du prolétariat révolutionnaire. Cette trahison est le fruit d'un long processus au cours de l'histoire du PCF, où la ligne opportuniste de droite tendait à prendre petit à petit irrémédiablement le dessus.

Ici, nous n'évoquerons qu'un épisode de cette lutte au sein du PCF entre la ligne prolétarienne et la ligne d'essence révisionniste impulsée par Thorez : le fameux « *Retroussez vos manches* », lancé par Thorez en 1945.

Six semaines après la capitulation définitive du nazisme, se tient en juin 1945, le Xe Congrès du parti depuis décembre 1937 à l'époque, en plein Front populaire.

Thorez, réfugié pendant quatre années en URSS alors que 70 000 militants communistes étaient fusillés pour avoir osé prendre le fusil contre l'occupant fasciste, vient juste de rentrer. La ligne Thorez est claire : dissoudre l'essentiel des forces armées Franc Tireur et Partisan dans l'armée régulière bourgeoise en voie de reconstitution, faire rendre les armes du reste et appeler à la « reconstruction nationale ».

Au Xe Congrès du PCF, Thorez exalte cette ligne politique et l'impose au Congrès. On le sait aujourd'hui par de multiples témoignages, il y aura très peu de militants communistes ex-FTP, parmi les délégués au Congrès. Le thème du rapport politique de Thorez devant le Xe Congrès est clair : « *Produire, hâter la renaissance française, former le Parti ouvrier français* ». Le principal dirigeant du PCF demande à ses militants d'accepter la remise en place de la grande bourgeoisie ébranlée par la Libération et la guerre ; il demande en plus de multiplier les « efforts » de ne pas hésiter à transpirer un peu plus pour fabriquer plus, extraire plus de charbon : tout cela bien sûr, au nom de « *La France* ».

Thorez insiste d'autant plus sur la nécessité de produire plus, que justement dans les mines de charbon du Nord-Pas-de-Calais, les mineurs aux premiers rangs desquels on trouve les mineurs communistes, ont entamé un vaste mouvement de grève.

La voie de Thorez au Congrès ne semble pas être entendue même par ses militants. Ces militants « *n'en font qu'à leur tête* », ils ne cessent de se porter à la tête des luttes des mineurs contre l'exploitation capitaliste. Les grèves partielles ou localisées continuent notamment dans le Pas-de-Calais.

C'est dans ce contexte de rébellion de la base du parti que Thorez convoquera antistatutairement la réunion de Waziers : nous disons bien la réunion, car Waziers ne fut pas un meeting public. Le quotidien du PCF pour le Nord, « *Liberté* », passait le 19 juillet 1945 un pavé à la Une : « *Maurice Thorez magnifiera et exaltera l'effort des mineurs pour l'accroissement de la production charbonnière dont dépend en grande partie le salut de la démocratie* » et en dessous les invitations étaient indiquées en clair : « *Cette conférence est ouverte aux secrétaires de sections et de cellules aux cadres syndicaux et aux mineurs, membres du parti* ». Thorez faisait un Xe Congrès-bis pour les mineurs sourds aux appels à la production et à l'arrêt de la grève.

Thorez essayait de réussir, là où le social-démocrate Lacoste alors ministre avait échoué dans ses meetings dans le Nord contre la grève.

Dans les mines, les militants communistes se battaient depuis la Libération pour l'épuration des éléments collaborateurs et pro-vichystes. A Waziers, Thorez s'écria « *On ne va tout de même pas épurer pendant cent sept ans* ». Il est vrai que pour pousser à produire la classe ouvrière, il y avait un besoin urgent de gardes-chiourmes.

S'adressant aux militants de base et aux cadres intermédiaires du Parti peu enclins à suivre la ligne opportuniste du Xe Congrès, Thorez joua sur les cordes sensibles : « *Produire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la plus développée de votre devoir de classe* ». Puis le ministre d'Etat déclara : « *Nous n'avons pas le droit de déclencher une grève, comme la semaine dernière à Mazingarbe, au 2 de Béthune... Ils déclenchent la grève au 2 et courent en faire autant dans toute la concession, si bien que nous avons perdu 30 000 tonnes de charbon... On fait grève parce que le nez du porion ne convient pas à un délégué ! C'est un scandale, c'est une honte, c'est une faute grave... et sous prétexte que l'on a sanctionné un délégué mineur, on recommence la grève !* » et de pleurnicher démagogiquement plus loin « *Et pendant ce temps-là, quelque part en France, une pauvre maman ne peut allumer le gaz pour chauffer le biberon de son gosse parce que la tête d'un porion ne revient pas à un délégué ! C'est inadmissible !* »

Les mineurs réclamaient un juste châtiment pour ceux qui les avaient contraints par la menace des armes à produire pour les nazis et Thorez parlait du « nez du porion » qui ne leur revenait pas.

Thorez avait déjà enfourché le cheval de l'opportunisme, qui le conduira aux déclarations au Times (1946) sur le « passage pacifique » et à la trahison définitive après le 20e Congrès du PCUS, où Krouchtchev devait donner le feu vert de la scission révisionniste du Mouvement communiste international.

Lucien Nouveau

Maurice Thorez à la tribune de la réunion de Waziers dans le Nord, le 22 juillet 1945